LA LIBERTÉ

Depuis 1913

VOL. 104 N° 22
13 AU 19 SEPTEMBRE 2017
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

BE PROUD READ FRENCH

NE MANQUEZ PAS NOTRE DOSSIER SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE AU MANITOBA.

| À lire en pages 8-9-10.

Et retrouvez plus d'info en vidéo sur notre NOUVEAU site web, LA-LIBERTE.CA

ET MAINTENANT?

« Est-ce que les Premières Nations de ce grand pays sont un fardeau financier pour le gouvernement du Canada?
On entend parler des réfugiés des guerres, mais de nous, on n'en parle même pas… »

- Jacqueline Wood, de Saint-Theresa Point

| À LIRE EN PAGES 12 ET 13.

Photo : Gavin Boutroy



Tadens Mpwene et *La Liberté* vous offrent en exclusivité la bande dessinée ***Nelson au Manitoba***. Une collaboration née de l'envie d'ouvrir un dialogue sur l'intégration des nouveaux arrivants.

Le dessinateur-coloriste est né en République démocratique du Congo et est arrivé au Manitoba il y a plus de deux ans pour étudier à l'Université de Saint-Boniface en Administration des affaires.

NELSON AU MANITOBA

À la sortie de l'hôpital, Nelson est invité chez les parents de Zoé.

C'est un plaisir de faire votre Connaissance, monsieur.

Appelle-moi Denis et dis-moi « tu », OKay ? Comment va ton bras ?

Ça va mieux. Il y a eu plus de peur que de mal !

J'me sens tellement Coupable !

C'est du passé, Zoé. Mais t'as raison, ç'aurait pu être très grave !

Tu as raison.

Mais oui, Cou'don' ! Les distractions au volant sont la plus grande Cause d'accidents mortels au Manitoba.

Bon, parlons d'autre chose ! Je vous ai apporté des makembas.

Des quoi ?

31

DESSINS : TADENS MPWENE • SCÉNARIO : LA LIBERTÉ

À retrouver chaque semaine en page 2 du journal.

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi









Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996

ISSN 0845-0455

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal ***La Liberté*** est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez reception@la-liberte.mb.c.a ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : **Manitoba :** 64,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »



ACTUALITÉS

L'ENJEU DE L'ARTICLE 23 SUR LE PROCHAIN RECENSEMENT

Le recensement et ses répercussions sur l'avenir du français

Depuis plusieurs années, divers organismes francophones à travers le pays pointent du doigt une lacune dans le questionnaire qu'utilise Statistique Canada pour le recensement de la population. Celle-ci se trouve dans la partie sur les langues. Selon eux, il manquerait deux questions au formulaire, qui permettraient aux divisions scolaires francophones de mieux mesurer le potentiel des ayants droit à l'éducation en français.

Au cœur de ce débat : l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, le pilier du droit à l'instruction dans une langue minoritaire. Pourquoi est-ce important? Décryptage avec Mark Power, avocat spécialisé en droits linguistiques.


photo : Gracieuseté Mark Powe

Mark Power, avocat spécialisé en droits linguistiques.

Propos recueillis par
Valentin CUEFF

Pourriez-vous faire le lien entre l'article 23, et le recensement?

Mark Power : « C'est un droit à l'éducation primaire et secondaire, en français hors Québec, en anglais au Québec. Il ne touche pas le préscolaire et les études universitaires.

Quand on dit "éducation", ça comprend le droit à avoir des enseignants et enseignantes compétents, du matériel et des locaux praticables.

Notons que le droit à l'éducation existe là où le nombre le justifie. Autrement dit, il faut qu'il y ait suffisamment d'élèves éligibles pour que ce droit ait lieu, et que des écoles en français existent.

Donc, le lien direct avec le recensement, c'est qu'il faut connaître le nombre potentiel d'ayants droit pour justifier l'existence d'une école de langue française. Or, le questionnaire du recensement ne reprend qu'une seule des trois catégories d'ayants droit.

Pourriez-vous préciser...

M. P. : La première catégorie, ce sont les parents dont le français est la langue maternelle. La deuxième, ce sont les parents qui ont eux-mêmes fait leurs études primaires en français. La troisième catégorie concerne les gens qui, sans égard à leur langue maternelle, sans égard à la langue de leurs études primaires, ont un enfant dans la division francophone.

Prenons l'exemple d'Italiens qui arrivent à Winnipeg, et ne tombent pas dans les deux premières catégories. Leur admission à la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) est soumise à la décision de la Province et du Conseil scolaire. Une fois qu'ils ont réussi à inscrire leur enfant à la DSFM, ils tombent dans la troisième catégorie et acquièrent ce droit.

Le problème, c'est que la première catégorie devient de moins en moins importante. En raison de l'exogamie, notamment, il y a une proportion croissante d'enfants qui arrivent dans une école française, mais n'ont pas le français comme langue maternelle. Et une fois adultes, ces personnes tombent dans la seconde, voire la troisième catégorie.

Mais ces catégories ne sont pas prises en compte par Statistique Canada dans son questionnaire. L'omission de l'organisme fédéral, c'est qu'on sous-estime radicalement la demande pour l'éducation en français. »

Pensez-vous qu'on ne connaît pas assez bien l'article 23?

M. P. : « Je dirais qu'il y a un très grand nombre de gens qui méconnaissent leurs droits en matière d'éducation. Et une plus grande proportion de gens qui ne réalisent pas pleinement comment transmettre leurs droits.

Dans les provinces qui ne sont pas très généreuses en matière d'admission, la conséquence de ne pas inscrire son enfant à l'école en français est que la communauté perd un membre. Celui-ci ne sera probablement pas un ayant droit. Et ainsi, le droit est éteint.

Dernièrement, le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes a rendu un rapport en matière de recensement. La première recommandation du rapport était que le gouvernement du Canada finance une campagne de sensibilisation.

Tout le monde aurait intérêt à ce que les gens connaissent bien leurs droits. »

Seriez-vous d'accord pour dire que de tous les droits linguistiques au Canada, l'instruction dans la langue de la minorité le plus important?

M. P. : « Absolument. C'est la clé de voûte de l'avenir de nos communautés. Les recherches pédagogiques, psychologiques, linguistiques, démontrent que la langue et la culture s'acquièrent plus facilement lorsqu'on est enfant. Les études démontrent qu'après l'âge de six ans, il est trop tard pour apprendre une langue sans accent. À moins d'être surdoué. Et où sommes-nous à quatre, cinq ou six ans? À l'école. Et donc l'existence ou pas d'écoles françaises, la qualité de l'enseignement, des immeubles, la distance pour un enfant pour y parvenir, sont des décisions qui pour la majorité sont anodines. Mais pour la minorité, c'est l'avenir de la communauté qui se joue. »

Donc il y a de la place à l'amélioration de l'article 23...

M. P. : « Oui. Lorsque quelqu'un arrive au Canada et peut parler français, il devrait pouvoir aller à l'école en langue française. C'est une première intersection.

Ce qui change également, c'est son spectre d'application. La loi a été promulguée en 1982 et notre société a évolué. Par exemple, les femmes ont, heureusement, davantage accès au monde du travail. La conséquence ne devrait pas être une perte de transmission linguistique.

Pourtant, c'est ce qui arrive, parce qu'il n'existe pas de droit pour des garderies en français hors Québec. Et cela doit changer. Il existe une pénurie criante de garderies en français hors Québec. L'impact sur la santé linguistique de nos communautés est très fort.

Et dans le même esprit, l'article devrait s'appliquer aux études post-secondaires. Il n'y a aucune raison, sur le principe, que l'Université de Saint-Boniface ne devrait pas bénéficier d'une telle protection. À l'époque, les gens qui ont rédigé la charte, s'ils y ont pensé, n'ont pas considéré cela comme une priorité. Ça l'est devenu aujourd'hui. »

Pensez-vous qu'élargir la catégorie des parents qui peuvent mettre leurs enfants dans les écoles en français serait aussi une bonne chose?

M. P. : « Oui, il faut maximiser les occasions de se servir de la langue. Un enfant qui fait douze années scolaires en français a de meilleures chances de vivre en français, et de trouver du travail en français. Élargir le spectre d'application de l'article 23 aura un impact appréciable, mesurable, sur la vitalité communautaire francophone hors Québec. »

Éditorial



par Bernard Bocquel
bbocquel@mymts.net

À quand l'école canadienne?

À l'heure qu'il est, soyons optimistes, le gros des ajustements qu'a exigé la rentrée scolaire au sein des familles est sans doute effectué. Dans la Division scolaire franco-manitobaine et ses 23 écoles, cela signifie qu'environ 5 500 jeunes (dont ceux des si importantes prématernelles) ont repris le pli des études.

Pour se faire une idée du projet éducatif que les enseignants de la DSFM doivent collectivement porter, n'hésitons pas à retourner aux vœux que les directions des écoles avaient adressés, par l'entremise de *La Liberté*, aux 292 finissants de l'année scolaire 2016-2017. En voici un concentré :

« Soyez des ambassadeurs de la francophonie et poursuivez vos rêves. …. Nous vous souhaitons succès et bonheur! …. Vous avez appris et grandi en français et nous espérons que vous allez continuer votre cheminement personnel en français. … N'oubliez pas : rêve + travail = succès!

« Vous avez acquis de l'expérience de vie qui vous permet d'attaquer de nouveaux projets et de nouveaux défis. … Soyez fiers de qui vous êtes et d'où vous venez et tout finira par tomber en place. … Nous espérons que votre séjour à la DSFM vous a permis de vous épanouir pleinement comme apprenants et membres actifs de la communauté! … Suivez vos rêves, vos passions et, surtout, faites de bons choix! … Allez changer le monde! »

De cet amalgame de bons vœux ressort sans peine une partie du rôle du personnel enseignant : celui de pousse-aux-rêves. Il s'agit de donner la confiance et les outils nécessaires aux jeunes pour qu'ils puissent prendre un jour à bras-le-corps leurs responsabilités de citoyens dans ce monde où les puissants ont une fâcheuse tendance à mépriser les minoritaires en tous genres.

Il s'agit donc, entre autres, pour les enseignants de la DSFM, année scolaire après année scolaire, de voir à ce que les écoles permettent à des milliers de jeunes de dépasser une fois pour toutes le complexe du minoritaire, hélas encore vivace chez certains adultes.

Pour y arriver, le message aux élèves est aussi simple que clair. L'effort porté sur le français a pour but d'acquérir un bilinguisme fonctionnel, véritable antidote à de possibles complexes d'infériorité. Ainsi le bilinguisme est non seulement compris comme une valeur fondamentale d'une vie, mais aussi comme un chemin de personnalisation.

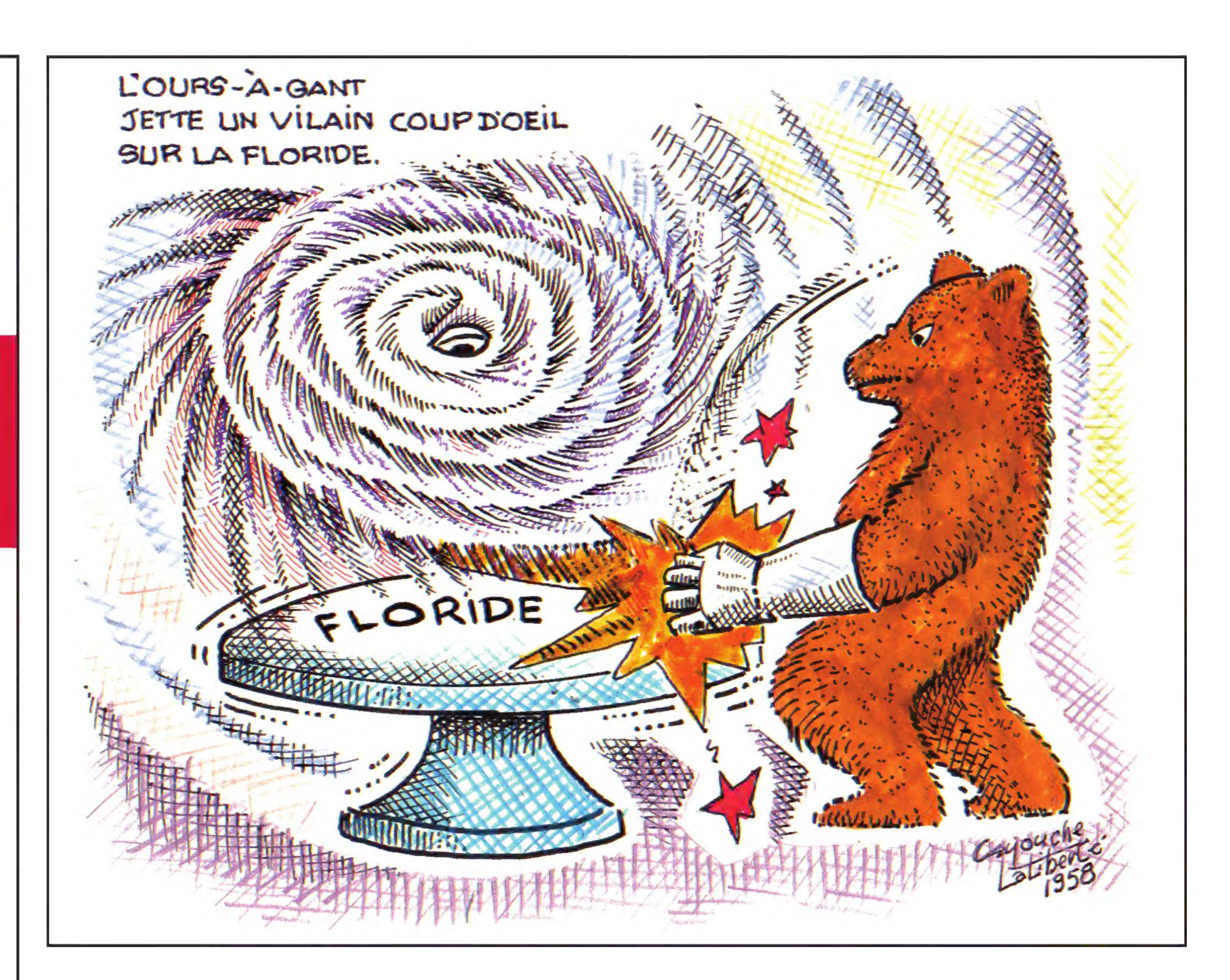
L'humain le moindrement éveillé est sans cesse soumis à une quête de sens. Fort heureusement, car c'est bien cet incessant besoin qui le pousse à vivre. « Allez changer le monde! » ont lancé en confiance certains enseignants à leurs finissants en juin.

Pour construire un monde meilleur où les dominateurs n'auront pas le dernier mot, il faut certes former des jeunes de bonne volonté. Mais il faut aussi, et peut-être surtout, s'assurer que leur bilinguisme soit acquis par une pédagogie qui mette l'accent sur la créativité et la capacité critique des élèves.

Ça tombe bien : il n'y a pas de lieu plus naturellement approprié à développer le sens critique et créatif que dans une école où l'on s'emploie à fonctionner avec au moins deux langues. *Car tous savent, presque d'instinct, que d'une langue à l'autre les mots, les expressions prennent différentes teintes, renvoient à différentes subtilités, exigent réflexion.*

Lorsque les parents des années 1970 bataillaient pour des écoles, ils les appelaient *écoles françaises*. Avec le passage des années, l'école désirée est devenue *franco-manitobaine*, ou *francophone*. Un code pour dire : *école pour former des bons bilingues*.

Peut-être que le temps est venu d'appeler un chat un chat et les écoles de la Division scolaire franco-manitobaine des *écoles canadiennes*.



À VOUS *la parole*

*Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.*

Félicitations!

Madame la rédactrice,

Je viens de terminer la lecture de du cahier spécial de la Manitoba Metis Federation : Métis, un héritage pour l'avenir – A legacy for the future. Je suis très impressionnée par la recherche et le contenu de ce cahier. Ça représente un travail colossal et si bien présenté. Il y a une recherche de la vérité et il en découle une profonde fierté. Cette histoire devait être racontée et vous l'avez fait de façon exceptionnelle. Je félicite toutes les personnes, groupes, associations qui ont participé à ce projet avec franchise et fierté. Au journal *La Liberté*, merci!

Cécile Mulaire
Le 10 septembre 2017

Gabrielle Roy : une vérité à savoir

Madame la rédactrice,

Permettez-moi, par l'entremise de *La Liberté*, notre plateforme d'expression publique par excellence, d'apporter une précision qui me tient à cœur et qui intéressera certainement plusieurs lecteurs et lectrices.

La semaine dernière, le Dr Cheryl Georget Soulodre présentait à la Maison Gabrielle-Roy un film documentaire intitulé *Marie-Anna Adèle Roy, maîtresse d'école et écrivaine de l'Ouest canadien*. La professeure venue du Collège Saint-Thomas More de l'Université de la Saskatchewan faisait alors un beau cadeau aux habitués de la maison historique.

En effet, Adèle Roy a été pionnière dans le monde de l'éducation, au temps où une bonne dose d'héroïsme était requise pour enseigner l'anglais et le français à des classes de plusieurs niveaux, parfois même à des groupes de quarante élèves. En Alberta, écrit-elle : « Je consacrai plus de trente ans de ma vie à faire la classe dans les plus pauvres écoles rurales ». Marie-Anna — nom de plume pour Adèle — mériterait une rue portant son nom dans l'humble petit bourg de Tangente ou la plus grosse école en Alberta.

Elle était stricte, exigeante et rude l'institutrice, selon les témoignages des accusateurs qui lui font mauvaise réputation à Tangente. Pourquoi ne pas se transporter dans le temps pour faire la découverte de milliers d'éducateurs et de *parents* qui avaient la main légère sur la règle pour discipliner les grossiers, les paresseux, les insoumis, etc. Une bonne nouvelle est qu'un homme de Tangente m'a déjà dit qu'elle était une excellente institutrice et qu'il lui devait beaucoup. J'ajoute la publication des livres historiques qu'elle a signés sur son lieu natal et sur des personnages de Saint-Boniface, sans oublier son « roman » sur sa famille et ses aventures dans l'Ouest canadien. Les sociologues s'en réjouissent toujours.

J'ai grandement apprécié le film documentaire, mais non pas le racontar le plus malveillant au sujet de la pauvre Adèle. La connaissant assez bien, elle aurait bondi de sa chaise : les yeux en colère et la voix rauque pour fustiger le bonhomme à l'écran qui maculait sa réputation. L'inceste est une accusation de taille. De fait, ce dernier alléguait que Marie-Anna — toujours selon les racontars de Tangente en Alberta — avec son père Léon, aurait donné naissance à Gabrielle.

Voici donc la *vérité vraie*. Gabrielle vient au monde en 1909, la même année sa grande sœur Marie-Anna Roy, âgée de 16 ans, fréquente l'Académie Saint-Joseph dirigée par les Sœurs des Saints-Noms de Jésus et de Marie. La plupart du temps, Léon Roy est absent de Saint-Boniface pour l'installation de colons sur des terres. Au retour de ses voyages, quelques mois après la naissance de Gabrielle, il est pris de pitié pour celle qui est prédestinée à la souffrance dans la vie et il la baptise « Petite Misère ».

Vu l'absence du père, Rodolphe se rend à l'Académie Saint-Joseph pour annoncer à Marie-Anna que les deux « seront dans les honneurs » au baptême de Gabrielle. On trouve la note suivant au nom de Gabrielle dans *Le registre des baptêmes de la paroisse-cathédrale de Saint-Boniface (23* mars 1909) : *le parrain de l'enfant est son frère Rodolphe et la marraine, sa sœur Adèle.*

Si Gabrielle avait été l'enfant de Léon Roy et de sa fille Marie-Anna, le bébé aurait plutôt été baptisé dans la clandestinité et la mère Mélina n'aurait pas regretté le silence des cloches de la cathédrale, ce jour-là. Et ajoutons que Marie-Anna ne pouvait être la mère et la marraine en même temps.

Veuillez pardonner, cher Léon et chère Marie-Anna, tous ceux et celles qui ont sali votre respectabilité en ce monde… Selon moi, le mot marraine, en anglais *godmother*, a probablement contribué à cette erreur monumentale qui se propage toujours.

Annette Saint-Pierre, C. M.
Le 7 septembre 2017

MOT DE LA DIRECTION

par Sophie Gaulin
la-liberte@la-liberte.mb.ca



Entre nous, c'est une histoire d'énergie

« Mais où sont-ils? » « Quand reprennent-ils? » « J'ai hâte de les lire de nouveau! »

Que les lecteurs et lectrices se rassurent : la page ***Trois voix à la 3*** reviendra dans votre prochaine édition de *La Liberté*, le 20 septembre.

L'été a suffi pour comprendre que vous aimez lire Antoine Cantin-Brault, Raymond Clément, Raymond Hébert, Michel Lagacé et Roger Turenne en page 3 chaque semaine. Et la merveilleuse nouvelle, c'est que chacun d'entre eux a accepté de renouveler sa contribution bénévole.

La chef de production Véronique Togneri a préparé une toute nouvelle maquette que vous aurez sûrement plaisir à découvrir.

Grâce à l'aide généreuse d'On Screen Manitoba, *La Liberté* a aussi profité de l'été pour refaire peau neuve sur le Web. Les deux semaines où nous n'avons pas publié le journal papier, nous avons pu offrir aux internautes une couverture solide sur les Jeux du Canada, et sur bien d'autres sujets, comme l'industrie minière, le North End en photos, le renouveau de la pêche de la carpe dans le lac Manitoba, ou encore l'élevage unique des beagles à Saint-Laurent…

Grâce à notre tout nouveau site Web, vous pourrez découvrir des articles en exclusivité que vous ne lirez pas ailleurs… même pas dans le journal papier! Vous pourrez aussi élargir la lecture de votre hebdo en visionnant des vidéos.

Cette semaine, par exemple, Barbara Gorrand a préparé pour vous un dossier complet sur l'exploitation sexuelle des mineurs. Et si vous vous rendez sur le site Web la-liberte.ca, vous y découvrirez une vidéo de Karlee Anne Sapoznik Evans, spécialiste du *Tracia's Trust*, le nom donné à la stratégie provinciale de lutte contre l'exploitation des mineurs et la traite humaine.

Il est essentiel pour la rédaction de continuer à recevoir vos rétroactions, vos lettres, vos commentaires, vos appels. Parce que si *La Liberté* continue d'évoluer, c'est parce qu'il y a cette superbe énergie qui circule entre la rédaction et ses fidèles abonné(e)s.

À VOUS *la parole*

Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.ca ou en écrivant à la rédaction la-liberte@la-liberte.mb.ca.

Le plaisir des capsules de linguistique

Madame la rédactrice,

Je remercie *La Liberté* pour son article du 28 juin 2017 intitulé « La marmite linguistique » et qui recueille les propos de Guy Bertrand.

En France, j'ai apprécié les chroniques du linguiste Alain Rey qui concluait la matinale de France Inter en décortiquant les vocables de la langue française. En lisant votre article, je jubilais de plaisir à l'idée de profiter du moment de plaisir que ne manqueraient pas d'être les capsules de Guy Bertrand.

J'ajoute que le regard bienveillant de Guy Bertrand sur les francophones du Canada et son constat de l'état de la langue française au Canada stimulent mon désir de développer la fierté et le plaisir de mes jeunes élèves à communiquer en français le plus habilement possible.

Virginie Bastié-Germain
Notre-Dame-de-Lourdes (Manitoba)
Le 1er septembre 2017

Suite à la lettre de Gisèle Saurette-Roch

Madame la rédactrice,

Permettez-moi d'ajouter à la lettre de Mme Gisèle Saurette-Roch, dans le numéro du 30 août, qui encourage les lecteurs de *La Liberté* à remplir le sondage provincial sur les services en français, mené par le Secrétariat aux affaires francophones et la Société de la francophonie manitobaine.

Je la félicite d'attirer l'attention sur l'importance de ce sondage. Ce sondage provincial se fait en même temps qu'un sondage lancé par les Services en langue française de la Région sanitaire de Winnipeg il y a quelques mois, sur l'expérience des francophones dans le système de santé à Winnipeg.

Le nôtre est un sondage à long terme qui nous permettra de suivre l'évolution de l'offre active de nos services et la satisfaction du public. Les résultats préliminaires (recueillis du 1er avril jusqu'à la fin d'octobre) nous guideront dans l'établissement des objectifs de notre nouveau plan stratégique 2018-2021.

Dans un sondage antérieur, le public nous a dit qu'il fallait éduquer davantage nos employés sur l'offre active. À cause de cette rétroaction, une des priorités de notre dernier plan a été de poursuivre nos efforts dans toute la région pour créer une meilleure compréhension du besoin des services en français et la reconnaissance et l'appui soutenus des employés qui fournissent le service. Pour répondre à cette priorité, la région a mis sur pied plusieurs campagnes de sensibilisation des employés à tous les niveaux, et a fait des efforts pour appuyer et reconnaitre les employés qui servent nos clients francophones.

J'encourage vos lecteurs à remplir notre sondage aussi. Les deux sondages sont complémentaires et ensemble peuvent donner de l'information précieuse pour la planification globale, qui par la suite mènera aux services améliorés pour les Manitobains et Manitobaines.

Le sondage se trouve à https://fr.surveymonkey.com/r/weblinkslf (version française) et à https://www.surveymonkey.com/r/weblinkfls (version anglaise).

Des copies en format papier sont également disponibles par téléphone au 204-235-3986.

Dana Mohr
Directrice régionale,
Services en langue française
Office régional de la santé de Winnipeg
Le 6 septembre 2017

TRIBUNE LIBRE

Comment désigne-t-on les habitants du lieu où vous habitez au Manitoba?

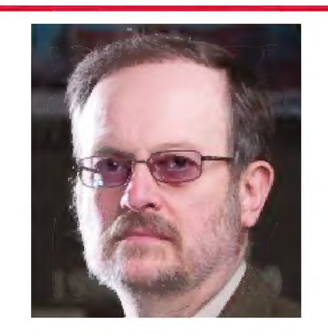
Le gentilé (en anglais *demonym*) est le nom collectif des habitants par rapport au lieu (continent, pays, région, municipalité, quartier) où ils résident.

C'est bien connu, au Canada toutes les provinces ont leurs gentilés dans les langues officielles. C'est aussi le cas des capitales provinciales : Edmontonien, Edmontonnienne (français), *Edmontonian* (anglais), Réginois, Réginoises (français) *Reginian* (anglais), Winnipégois, Winnipégoise (français) *Winnipegger* (anglais), etc. En fait, il y a l'exception québécoise. Dans cette province, Québécois, Québécoise s'emploient même en anglais.

Hormis les cas de quelques grandes agglomérations, peu de gentilés de villes ou de régions canadiennes sont officiels. Le Québec fait exception, magistralement même pourrait-on dire, ce qui permet au Canada de rejoindre le concert des nations où l'usage des gentilés est pratique courante. Grâce en autre à l'action d'un homme, Jean-Yves Dugas, un véritable engouement s'est créé pour l'adoption et l'officialisation de gentilés. Aujourd'hui, plus d'un millier d'agglomérations au Québec en possèdent et au-delà de 33 000 en France. Ça n'aurait sûrement pas été le cas si les gens avaient vu dans le gentilé un bibelot qu'on expose.

C'est qu'ils y ont découvert toute autre chose. Mais quoi? Symbolique, le gentilé identifie, solidarise, fait acte d'un état de communion entre ceux qu'il désigne. C'est un adjuvant de l'identité, l'affirmation d'un enracinement, l'énoncé d'un rattachement, si ce n'est d'un attachement. Il fait en sorte que les membres de la communauté ne sont plus anonymement désigné « les habitants de » comme on dit « la chose de ». Son emploi interpelle ceux qu'il réunit. Il fédère. Pas étonnant qu'on le rencontre énoncé lors de ralliements ou gravé dans les documents, invoqué dans les discours officiels. Les dénominations Franco-Manitobains, Fransaskois et Franco-Albertains, qui sont à la fois ethnonymes et gentilés, ont des propriétés bien reconnues.

Ayant réalisé que le procédé d'officialisation est simple (choix du gentilé adéquat, adoption par voie de résolution par l'administration locale et diffusion), mais aussi que les gentilés sont rares dans les provinces de l'Ouest, je me suis mis à imaginer quels pourraient être ceux des localités qui abritent les communautés francophones. J'ai choisi quelques-unes d'entre elles et j'ai appliqué, non sans recherche, les règles de dérivation puisque, dans une écrasante majorité, les gentilés sont dérivés du toponyme (nom de lieu) qui coiffe l'agglomération. J'ai fait le même exercice pour chacune des trois provinces des Prairies.



CAROL J. LÉONARD
Faculté Saint-Jean
Université de l'Alberta

Voici le produit de l'exercice pour le Manitoba. On y retrouve les gentilés Bonifacien et Bonifacienne déjà bien implantés. Certains lecteurs signaleront peut-être, je le souhaite, l'existence et l'emploi effectif de certains autres gentilés.

Les formes masculines et féminines sont inscrites. La dérivation d'un toponyme en anglais suit les règles de formation des gentilés en français. Dans certains cas, plus d'une forme gentiléenne est affichée lorsqu'il existe ailleurs dans le monde des localités au même nom porteuses de gentilés différemment formés. Dans le cas des hagionymes, l'emploi des mots *saint* ou *sainte* est facultatif et rarement retenu par les habitants.

Quel est votre gentilé?

Abbéville : *Abbévilois, Abbevilloise*
Alexander : (Saint-Georges) *Alexandrin, Alexandrine*
Bruxelles : *Bruxellois, Bruxelloise*
Camp Notre-Dame : *Campidamien, Campidamienne*
Cardinal : *Cardinalois, Cardinaloise*
Dunrea : *Dunreanais, Dunreanaise*
Fannystelle : *Fannystellois, Fannystelloise*
Fisher Branch *Fisherois, Fisheroise*
Fort-Frances : *FortFrançois. FortFrançoise*
Grande-Clairière : *Magniclarusien Magniclarusienne*
Île-des-Chênes: *Chesnois, Chesnoise; Quercussien, Quercussienne*
Kenora : *Kenoranais, Kenoranaise*
La Broquerie : *Broquerien Broquerienne*
Ellice : *Elliçois Elliçoise* (Municipalité rurale)
Laurier : *Lauriérois, Lauriéroise; Laurierlois, Laurierloise*
Letellier : Letellien, *Letellienne* (municipalité de canton)
Lorette : *Lorettois, Lorettoise; Lorettain, Lorettaine*
Marchand : *Marchandais, Marchandaise*
Mariapolis : *Mariavillois Mariavilloise*
Montcalm: *Montcalmois, Moncalmoise* (Municipalité rurale)
Notre-Dame-de-Lourdes *Nostradamois, Nostradamoise; Notredamois, Notredamoise; Lourdinois, Lourdinoise*
Otterburne : *Otterburnois, Otterburnoise*
Richer : *Richérois, Richéroise*
Ritchot : *Ritchoitois, Richoitoise* (Municipalité rurale)
Rivière Rouge : *Riverougeois, Riverougeoise*
Saint-Adolphe : *Adolphin, Adolphine*
Sainte-Agathe : *Agathois, Agathoise*
Saint-Alphonse : *Alphonsois, Alphonsoise*
Saint-Ambroise : *Ambroisien, Ambroisienne*
Sainte-Anne : *Saint-Annois, Saint-Annoise*
Saint-Boniface : *Bonifacien, Bonifacienne*
Saint-Claude : *Claudien, Claudienne*
Sainte-Rose-du-Lac : *Sainte-Rosien, Sainte-Rosienne; Roserain, Roseraine; Roselacois, Roselacoise*
Saint-Eustache : *Eustachois, Eustachoise*
Saint-François Xavier *Xavierois, Xavieroise*
Saint-Georges : *Georgien, Georgienne; Georgeois, Georgeoise*
Saint-Jean Baptiste : *Jean-Baptistien, Jean-Baptistienne; Jean-Baptistois, Jean-Baptistoise*
Saint-Laurent : *Laurentien, Laurentienne; Saint-Laurentais, Saint-Laurentaise*
Saint-Lazare : *Lazarois, Lazaroise; Lazarien, Lazarienne*
Saint-Léon : *Léonais, Léonaise*
Saint-Lupicin : *Lupicinois, Lupicinoise*
Saint-Malo : *Settlement, Maloin, Maloine*
Saint-Norbert : *Norbertien, Norbertienne*
Saint-Pierre-Jolys : *Jolysien, Jolysienne; Saint-Pierrois, Saint-Pierroise; encore Saint-Pierrais Saint-Pierraise*
Saint-Vital : *Vitalien, Vitalienne*
Somerset : *Somersetois, Somersetoise*
Transcona : *Transconais, Transconaise*

SFM : UNE PÉRIODE D'AJUSTEMENT EST EN COURS

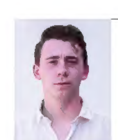
Toujours pas de candidatures pour le CA

La Société de la francophonie manitobaine (SFM) est en pleine transition en vue de son assemblée générale annuelle (AGA) du 12 octobre. La période de mises en candidature pour les quatre postes élus du conseil d'administration (CA) de la SFM a commencé le 9 août et doit se terminer le 2 octobre, soit 10 jours avant l'assemblée générale de l'organisme. Le comité de mises en candidature n'a pas encore reçu de candidature.



Archives La Liberté

Stéphany Halikas, porte-parole du comité de mises en candidature de la SFM.


Gavin BOUTROY
presse8@la-liberte.mb.ca

Pour le comité de mises en candidature, il s'agit de trouver quatre personnes intéressées à devenir membres du CA de la SFM.

Selon le nouveau règlement administratif de la SFM adopté à l'assemblée générale extraordinaire du 13 mai 2017, le prochain CA de l'organisme sera composé de 21 membres. Sur les 21, quatre sont élus : la présidence, la vice-présidence, et deux conseillers.

Stéphany Halikas est la porte-parole du comité de mises en candidature. « Je n'ai pas encore reçu de candidatures. Mais il reste quand même du temps, donc ça s'en vient.

« Comme il y a quand même plusieurs organismes qui vont présenter des membres à ces postes, alors on ne va pas nécessairement aller aux portes de tous ces organismes-là pour recruter d'autres gens. S'il y en a qui veulent avoir plus de voix dans le CA de 21 personnes, l'élection de membres à ces postes est certainement quelque chose qui pourrait être envisagé. »

La porte-parole du comité de mises en candidature explique comment le comité a procédé pour intéresser des candidats potentiels pour les quatre postes qui seront élus à l'AGA.

« Les postes ont été annoncés dans l'édition de *La Liberté* du 9 août. Nous recevons des candidatures jusqu'au 2 octobre. C'est nouveau dans le règlement administratif que l'on doive avoir toutes les candidatures 10 jours avant l'assemblée générale annuelle (AGA). [Voir **l'encadré Chronologie des mises en candidature**]

« On a créé aussi des annonces qui sont publiées sur les médias sociaux, et les membres du comité de mises en candidature ont d'ailleurs tous individuellement partagé cette nouvelle dans nos réseaux pour pouvoir attirer des gens.

« Tranquillement, on en parle aux gens et on attend ces mises en candidature. Ce sont des postes qui méritent d'être considérés fortement avant de postuler, parce qu'on parle quand même de la présidence et la vice-présidence. On ne s'attend pas à ce que les gens embarquent sur un coup de tête. »

Chronologie des mises en candidature

Le nouveau règlement administratif de la SFM se démarque de l'ancien en prévoyant des mesures qui visent à limiter le dépôt de candidatures le jour-même de la tenue de l'AGA.

Selon le règlement administratif, tout membre individuel en règle de la SFM est éligible aux postes élus à l'AGA, jusqu'à 21 jours avant sa tenue.

Les candidatures déposées de 21 à 10 jours avant la tenue de l'AGA doivent être accompagnées de la signature de 10 membres en règle de la SFM.

Afin d'accepter un dépôt de candidature le jour même de l'AGA :

Il faudrait deux propositions. La première devrait proposer un débat sur une mise en candidature *qui ne respecte pas les exigences du règlement administratif*. Afin que ce débat ait lieu, cette première proposition devra être approuvée par au moins 90 % des membres en règle présents.

La seconde proposition devrait proposer d'accepter une mise en candidature tardive. Afin que cette seconde proposition soit adoptée, il faudrait l'approbation d'au moins 50 % des membres en règle présents. Alors seulement, la candidature déposée le jour même de l'AGA pourra être reçue.

Le comité recomposé suite à une pétition

Lors d'une entrevue avec Stéphany Halikas le 8 septembre, *La Liberté* a appris que la composition du comité de mises en candidatures avait été changée en juillet ou en août, suite au dépôt d'une pétition signée par une trentaine de membres de la SFM.

Le comité de mises en candidature est un des éléments du comité de gouvernance de la SFM. Le comité de gouvernance est composé de trois membres du conseil d'administration de l'organisme qui ne siègent pas au comité exécutif, d'un avocat, et d'un expert-comptable.

Or la composition initiale du comité : Stéphany Halikas, Jacques Saquet, et Mohammed Doumbia, annoncée le 30 juin, ne comptait ni avocat, ni expert comptable.

Stéphany Halikas : « Nous avons changé notre composition pour créer un comité de gouvernance, suite à des demandes de membres. M. Doumbia ne remplissait pas les critères de comptable ou de membre du CA, donc on a dû recruter de nouvelles personnes.

« Nous avons par ailleurs reçu une pétition de la part de membres de la SFM qui demandaient que l'on crée un comité de gouvernance, pour les mises en candidature. Alors on a décidé de créer un comité de mises en candidature transitoire, parce que le comité de gouvernance a beaucoup plus de responsabilités que les mises en candidature pour le CA.

« Mais puisque le nouveau CA n'est pas encore élu, ces différentes tâches ne peuvent pas être accomplies, parce qu'il n'y a pas un CA de 21 personnes. On a donc établi ce comité-là pour satisfaire aux normes des cinq personnes.

« On s'est donné comme tâche de s'occuper uniquement de mises en candidature, jusqu'aux élections. Ensuite, le nouveau comité de gouvernance pourra être créé pour assurer la continuité, et toutes les autres tâches qui y seront associées. »

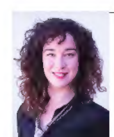
Le comité de mises en candidature de la SFM est désormais composé de Stéphany Halikas, Jacques Saquet et Paulette Dupont, du CA de la SFM, ainsi que de Gisèle Gratton (comptable) et Joël Lebois (avocat), jusqu'à l'élection d'un nouveau CA à l'AGA de la SFM le 12 octobre.

NOTRE DOSSIER SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE

Environ 400 enfants et adolescents seraient exploités sexuellement au Manitoba

Pour ne plus jamais se voiler la face

Alors que Tracia's Trust, du nom de la stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et adolescents au Manitoba, s'apprête à révéler cet automne les résultats de son nouveau rapport, la chercheuse Karlee Anne Sapoznik Evans lève le voile sur cette dure réalité que la Province a été la première au pays à confronter, dès 2002. Pour que plus personne ne puisse dire : « On ne savait pas. »


Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Elles s'appellent Shamin, Sunshine ou Tracia. Différents prénoms, pour une histoire malheureusement trop similaire. D'abus, de viols et de violence. Une spirale infernale dont certaines sont parvenues à se sortir au prix de traumatismes qui ne s'effaceront jamais totalement. Pour d'autres, comme Tracia Owen, il était déjà trop tard. C'est en mémoire de cette jeune victime, qui a mis fin à ses jours en 2005 à l'âge de 14 ans, que la Province du Manitoba a décidé de rebaptiser sa stratégie de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants.

Une première à l'échelle du Canada (1), qui révèle à quel point la province est particulièrement vulnérable, comme l'explique la spécialiste Karlee Anne Sapoznik Evans. « On estime qu'il y a environ 400 adolescents ou jeunes adultes, âgés de 9 ans à 22 ans, qui font l'objet de traite humaine ou d'exploitation sexuelle dans la province. Parmi eux, environ 70 % sont autochtones, et des filles à près de 80 %. Et encore, il ne s'agit là que de la partie visible de ce trafic qui, depuis l'arrivée d'internet, représenterait seulement 10 % de l'ensemble du commerce du sexe au Manitoba. »

Consciente de ce problème croissant, la Province du Manitoba a mis en place en 2002 sa stratégie, mêlant prévention et actions sur le terrain. « Nous avons un programme particulièrement efficace à Winnipeg, StreetReach, qui va tous les jours au contact des jeunes dans la rue et détermine le risque qu'ils encourent. Pour l'année 2015-2016, les équipes de StreetReach ont rencontré 333 jeunes de moins de 18 ans, parmi lesquels 227 ont été identifiés comme étant sexuellement exploités, et 106 identifiés comme courant un risque élevé de le devenir. Pour nous, il y a urgence à agir auprès de 12 victimes en particulier dans les rues de Winnipeg : des jeunes âgés en moyenne de 13 ans, tous faisant l'objet d'une addiction aux métamphétamines, et pour qui, à 75 %, on a détecté une vulnérabilité mentale (2). »

Les équipes de StreetReach, au nombre desquelles figurent aussi les services de police, ont également identifié l'an dernier 117 « prédateurs », dont 56, après enquête, ont été ajoutés à la base de données des suspects. Pour 58 % d'entre eux, ils étaient âgés de 18 à 30, et de 31 à 65 ans pour les autres. De façon assez surprenante, environ 30 % de ces « prédateurs » étaient des femmes (2)…

« C'est un autre phénomène plus récent, nous constatons de plus en plus de jeunes garçons exploités sexuellement, reprend Karlee Anne Sapoznik Evans. Les réseaux sont organisés de façon à répondre aux « modes » de la demande. Par exemple, en décembre 2016, nous avons vu arriver un groupe de jeunes femmes en provenance de Montréal, et les sites internet faisaient la promotion du côté « exotique » qu'il y avait à « acheter » une Québécoise. Il s'agissait de jeunes femmes de 19 à 23 ans. Alors techniquement, elles ne sont pas considérées comme des mineures, mais il n'en reste pas moins que certaines ont été exploitées par des réseaux et qu'elles avaient besoin d'aide. »

Pour faire face à tous ces défis et agir efficacement, Tracia's Trust dispose d'un budget annuel de près de 10 millions $. Une somme conséquente, mais qui, au regard des sommes générées par la prostitution (voir encadré), ne permet pas aux institutions de lutter à armes égales.

(1) La stratégie mise en place par le Manitoba a été observée par d'autres provinces. En se basant sur cette expertise, la Colombie-Britannique a lancé sa propre stratégie en 2007, et l'Ontario a fait de même au cours des derniers mois.

(2) Source : Bilan des activités de StreetReach, 2015-2016.


photo : Barbara Gorrand
La spécialiste Karlee Anne Sapoznik Evans, qui travaille pour la stratégie provinciale Tracia's Trust, estime que près de 90 % du trafic sexuel au Manitoba demeure invisible.

La prostitution, plus rentable que les stupéfiants?

Les dernières études à ce sujet remontent déjà à 2008. Mais à l'époque, les chercheurs qui s'étaient penchés sur la question avaient estimé qu'au Canada, la prostitution avait un ratio risques encourus – bénéfices dégagés très favorable au crime organisé. Ainsi, le profit annuel pour le proxénète était estimé en 2008 à 280 000 $ par fille exploitée ; sachant que les réseaux, à Winnipeg ou ailleurs, exploitent en général une douzaine de filles, ces profits se chiffrent en millions chaque année (source : Western Centre for Research & Education on Violence Against Women and Children).

Pour preuve, en 2010, les experts internationaux en criminalité s'accordaient à dire que d'ici à 2020, « la traite d'êtres humains dépasserait à l'échelle mondiale les trafics de stupéfiants et d'armes, tant dans ses incidences en matière de considération humaine que de profitabilité pour les criminels » (source : Shauer and Wheaton, « Economics of Human Trafficking » in International Migration).



NOTRE DOSSIER SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE

LE TÉMOIGNAGE DE SHAMIN BROWN, SURVIVANTE DES RÉSEAUX DE PROSTITUTION

« On nous arrache une part de dignité »

Attouchée dans l'enfance, violée, puis prostituée : Shamin Brown, aujourd'hui artiste et militante à Winnipeg, livre un témoignage puissant sur l'engrenage qui peut conduire certains enfants dans les filets des réseaux de prostitution.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

« À 11 ans, j'avais déjà été attouchée sept fois. Et à 13 ans, j'avais été violée à neuf reprises. » Shamin Brown ne se drape pas de fausse pudeur. Sa voix ne tremble pas. Et son regard de se détourne pas. Si ses mots choquent, tant pis. Après tout, rien ne peut atténuer la violence de ce dont elle parle : l'exploitation sexuelle des enfants. Une spirale infernale dans laquelle elle a basculé, insidieusement, petit à petit. Caresse après caresse.

« Ça a commencé sans vraiment que je m'en rende compte. Je passais la nuit chez des amis, et je me réveillais avec leur père entre mes jambes. J'avais des professeurs qui me faisaient rester après les cours, et qui me caressaient. J'avais des voisins qui me proposaient de faire un tour de tracteur, et qui me touchaient. Ou des oncles. Ou d'autres membres de ma famille. Je n'avais pas conscience que c'était une forme d'exploitation, parce que je n'étais pas payée. Mais c'était de l'exploitation malgré tout, parce qu'on profitait de moi. De ces gestes répétés, tout au long de ces années, je me suis convaincue que c'était normal, que c'était ma raison d'exister. Et que j'avais sans doute quelque chose à y gagner. »

À cette époque, Shamin est à Vancouver. Elle a 15 ans, elle vit seule, mais elle est toujours entourée. D'hommes riches plus âgés, pour la plupart, qui l'emmènent faire la fête. « Il s'agissait plutôt de leur tenir compagnie. Tant que j'étais habillée de façon sexy et que je flirtais avec eux, ça leur suffisait. Mais tout a changé quand je suis arrivée à Winnipeg. »

Là, Shamin rejoint des membres de sa famille, dont plusieurs jouent un rôle-clé dans le commerce sexuel de la ville. « Certains géraient des sociétés d'escort, ou l'étaient elles-mêmes. Sans le savoir, j'étais entourée de *pimps*, sans vraiment comprendre qui ils étaient. On me traitait comme une adulte, alors pour moi c'était excitant. Quand j'ai eu 18 ans, j'ai emménagé seule et tous ces gens sont sortis du bois. C'est à cet âge que j'ai pour la première fois échangé des faveurs sexuelles contre de l'argent. Je ne voyais pas le danger, c'était des amis de la famille. C'est même là que j'ai rencontré le père de mon fils aîné. C'était un *pimp*. Au début, l'histoire était belle : il me mettait du vernis sur les ongles de pieds, me faisait cuire des steaks pour le dîner, me préparait des bains avec des pétales de roses… Et puis il est devenu violent. Très rapidement. »



photo : Gavin Boutroy

Pour Shamin Brown, « quelqu'un qui a réussi à surmonter tout cela, à s'aimer suffisamment au milieu de tant d'indignité, est un survivant. »

> « De ces gestes répétés, tout au long de ces années, je me suis convaincue que c'était normal, que c'était ma raison d'exister. »
> - Shamin Brown

Pour s'en sortir, Shamin décide de reprendre le pouvoir sur sa vie. « Et la seule chose que je pouvais faire, c'était de dire : maintenant, je vais vous dire ce que je vaux. C'était la première étape pour avoir un quelconque contrôle sur ma vie. Jour après jour, je survivais aux abus sexuels en me les appropriant. Ce n'était peut-être pas la façon la plus saine de réagir, mais c'est la seule que j'ai trouvée. »

Survivre. Le mot est là. Car si Shamin, 38 ans aujourd'hui, est désormais artiste et écrivaine*, elle se considère avant tout comme une survivante. « Qu'il s'agisse de quelqu'un qui a travaillé dans une maison close, comme escort, qui a fait le trottoir, qui a été exploité par la pornographie, le strip-tease, qu'on soit un homme, une femme, un transgenre… Pour moi, lorsque vous avez survécu à ça, vous avez survécu à une grande indignité. Parce que nos corps sont sacrés, et que lorsqu'on nous commercialise, quand on nous réduit à une valeur financière, on nous arrache une part de dignité, notre capacité à nous considérer avec respect. Pour moi, quelqu'un qui a réussi à surmonter tout cela, à s'aimer suffisamment au milieu de tant d'indignité, est un survivant. »

En faisant preuve d'un tel recul sur son propre parcours, Shamin sait qu'elle est sur la bonne voie. Mais que le chemin qui lui reste à parcourir est encore long. « Avec qui je peux partager mon histoire? À qui je vais laisser la possibilité de me voir telle que je suis? J'ai encore l'impression d'échouer, en tant que mère, dans ma profession. J'étais censée être une prostituée, une « rien du tout » de la rue. Mon seul rêve accessible, ça aurait été d'être indépendante dans mon domaine. Alors forcément, j'ai encore beaucoup de mal à m'autoriser à rêver plus grand. »

*Aujourd'hui diplômée en Travail social de l'Université du Manitoba, Shamin Brown a publié en 2014 ***I'm an addict : in bits and pieces*** aux éditions Goldrock Press. En tant que poète, elle se produit dans de nombreux évènements et intervient également auprès du jeune public dans le cadre de projets de prévention.

NOTRE DOSSIER SUR L'EXPLOITATION SEXUELLE

UNE ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES DÉDIÉE AUX VICTIMES

Au cœur de l'unité contre l'exploitation sexuelle à Winnipeg

Pour lutter contre l'exploitation sexuelle, 16 officiers dirigés par le sergent Darryl Ramkissoon multiplient les initiatives au sein de la police de Winnipeg. Rencontre, entre petites victoires et grandes frustrations.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Dans le « milieu », son nom revient régulièrement. Qu'ils luttent activement contre les trafics sexuels où qu'ils aient vendu leurs services, tous vantent l'humanité du sergent Darryl Ramkissoon. Et pour cause : lorsqu'on rencontre ce bonhomme à l'imposante carrure, ce qui frappe, c'est la douceur de son regard. Pourtant, tout au long des 15 ans d'une carrière marquée par des allers-retours entre les services les plus durs de la police, Darryl Ramkissoon a vu plus que son lot d'horreurs. « On ne peut pas dire que ça ne nous affecte pas, explique celui qui a pris la tête de l'unité contre l'exploitation il y a plus d'un an. Il faut parvenir à séparer la vie professionnelle de la vie privée. Et parvenir à faire avec, du mieux qu'on peut. Ça fait longtemps que j'essaye, et je ne suis pas parfait. Mes enfants ont sûrement pâti de mon travail : je n'aime pas qu'ils restent dormir chez des amis, qu'ils aillent au cinéma seuls, qu'ils se promènent au centre commercial seuls. On ne sait jamais, pas vrai? Mais c'était plus dur encore quand je travaillais à l'unité des mineurs et que mes enfants étaient plus jeunes. Être assis face à une petite fille de 7 ans et lui demander de raconter les abus qu'elle a subis, quand on a un enfant du même âge… »

La phrase reste suspendue. Inutile d'en rajouter. Dans cette unité, on ne s'attarde pas sur le sordide. Ces policiers spécialisés n'en ont ni l'envie, ni le temps. En plus de la lutte contre les trafics sexuels – des enfants comme des adultes - ils gèrent aussi les personnes disparues, l'alcool, les jeux… « C'est beaucoup de boulot », convient le sergent Ramkissoon. Et puis, le travail aussi a changé. L'unité, appelée tour à tour Mœurs, puis Vice, avant d'adopter un nom moins connoté négativement, a dû s'adapter à l'évolution du « marché » de la prostitution. « Avant, on voyait les filles dans la rue, on connaissait les hôtels de passe, c'était facile. Aujourd'hui la majorité du trafic se fait sur internet. Il a fallu s'adapter. Monter des opérations d'infiltration, décortiquer les petites annonces en ligne ou sur les réseaux sociaux, compter sur le personnel des hôtels ou les services sociaux pour nous indiquer tout ce qui pourrait être suspect. Mais cela ne s'arrête pas là : une fois qu'on rencontre les filles, ou les garçons d'ailleurs, il faut s'assurer qu'il s'agit de leur choix et qu'elles ne sont pas exploitées. Honnêtement, c'est assez difficile à savoir, si elles n'ont pas envie de vous le dire, elles ne diront rien. Et puis pour celles qui sont exploitées par des réseaux, il faut réussir à gagner leur confiance. »



photo : Gavin Boutroy

Le sergent Darryl Ramkissoon de la police de Winnipeg dirige l'unité contre l'exploitation sexuelle.

C'est justement afin de pouvoir bâtir des relations de confiance avec les travailleurs du sexe que l'unité de Darryl Ramkissoon, depuis le changement de législation (1), a mis en place une équipe à vocation plus « sociale ». « Nous avons deux membres de l'équipe qui sont dehors tous les jours et vont au contact des femmes et des hommes impliqués dans le commerce du sexe. Ils leur proposent de l'aide, comme un abri lorsqu'il fait froid, ou de les conduire lorsqu'ils ont une audience devant le tribunal. L'objectif, c'est de construire une relation de confiance, qu'ils se sentent suffisamment à l'aise pour faire appel à nous en cas de besoin. Mais ça prend du temps, beaucoup de temps. Tous les membres de l'équipe suivent une formation spécialisée qui permet de mieux comprendre les mécanismes qui conduisent à la prostitution, le traumatisme que cela représente, la difficulté à quitter ce milieu. Au cours des trois ans et demi d'existence de cette équipe de sensibilisation, nous avons connu de petites satisfactions. Mais honnêtement, je pense qu'il n'y a qu'une ou deux filles qui ont réussi à quitter le trafic, à retourner à l'école, à récupérer leurs enfants. »

Une goutte d'eau dans l'océan que représente le travail de l'équipe contre l'exploitation sexuelle. Qui fait face régulièrement à de nouvelles « vagues » dans cette industrie particulièrement mouvante. « Depuis quelque temps, nous sommes de plus en plus confrontés à l'arrivée de mineurs sur le « marché ». C'est malheureux, mais je pense que ce que nous constatons n'est que le sommet de l'iceberg. Internet leur permet de mettre des annonces en ligne. Tout ce dont ces jeunes ont besoin c'est d'un ordinateur, ou même d'un téléphone. Ils n'ont même plus besoin d'une chambre, ils rejoignent le client dans sa voiture, et cela rend notre tâche plus compliquée encore. Les missions d'infiltration ne suffisent plus. D'autant que nous voyons de plus en plus de filles, qui ont elles-mêmes été exploitées, et qui aujourd'hui exploitent d'autres filles. C'est un cycle qui s'accentue parce que c'est un moyen de faire beaucoup, beaucoup d'argent. Et les risques sont moindres qu'avec le trafic de drogue. Si vous vous faites attraper pour trafic de drogue, vous allez en prison, c'est simple. Alors de plus en plus de trafiquants deviennent des proxénètes. Et attirent dans leurs filets des jeunes filles naïves, plus vulnérables, venues du Nord de la province. C'est pourquoi nous faisons beaucoup d'actions de prévention auprès des communautés du Nord. Et que nous demandons aux agences, aux parents, aux écoles, aux services sociaux de nous aider. Notre équipe seule ne peut pas tout faire. C'est assez frustrant parce que dès que nous pensons avoir enrayé un cycle, un nouveau phénomène va naître. »

Malgré tout, Darryl Ramkissoon et son équipe ne perdent pas espoir. Et remportent régulièrement des petites victoires dans cette lutte permanente contre l'exploitation humaine. Comme en octobre 2016, lorsque l'unité a fait partie d'une vaste opération associant les forces de police du Canada et le FBI américain, permettant l'arrestation de 32 personnes et de secourir 16 personnes exploitées sexuellement contre leur gré. Ou, comme en août dernier, lorsque l'unité a arrêté un résident de Saint-Boniface pour des faits de téléchargement d'images pornographiques.

Des petits succès qui renforcent la conviction de Darryl Ramkissoon et de son équipe : « Nous sommes la voix de toutes ces victimes trop souvent silencieuses. Nous sommes là pour les protéger. »

(1) En 2014, le Canada a adopté une nouvelle loi rendant pour la première fois illégal l'achat de services sexuels, mettant de fait l'accent répressif sur les clients et les réseaux, mais non sur les travailleurs sexuels eux-mêmes.

À l'école des clients

Le sergent Darryl Ramkissoon n'a de cesse de le répéter. Pour lutter contre l'exploitation sexuelle, la répression seule n'est pas efficace. L'éducation est donc un volet important de l'action globale menée par les autorités.

Et à ce titre, Winnipeg est dotée d'une initiative un peu particulière : une *John school*. Cette « école » pour clients de la prostitution, opérée par l'Armée du Salut de Winnipeg, s'adresse aux clients pris en flagrant-délit pour la première fois. « Winnipeg a adopté il y a 20 ans cette initiative lancée à Toronto, explique Darryl Ramkissoon. Les clients qui se font arrêter payent des frais, et assistent à des sessions éducatives de la part des services sociaux, comme les Child and Family Services, de psychologues, des services de la justice… On leur explique le contexte, les risques qu'encourent les filles dans le milieu de la prostitution, pour qu'ils ne puissent pas dire « je ne savais pas ». Mais ils n'ont droit qu'à une seule chance. S'ils se font attraper une nouvelle fois, ils passent directement par la case tribunal. »

LE PREMIER LIVRE DE L'ANCIENNE RÉDACTRICE EN CHEF DU *WINNIPEG FREE PRESS*

Ces féministes que le Canada a oubliées

À Winnipeg, son nom a longtemps été associé aux colonnes du *Free Press*. Margo Goodhand, première femme a avoir occupé les fonctions de rédactrice en chef du grand quotidien, s'était faite discrète depuis son départ en 2012 (1). Connaissant son goût pour les histoires vraies et sa quête de témoignages, elle ne pouvait que revenir avec éclat. Depuis ce mois de septembre et la publication de son premier livre, *Runaway Wives and Rogue Feminists* (Fernwood Publishing), c'est chose faite. Dans cet ouvrage, elle retrace l'épopée des cinq premiers abris pour femmes battues au Canada. Édifiant.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Sa conscience féministe, Margo Goodhand l'a développée dès son plus jeune âge. « Quand j'étais enfant, il y avait très peu de femmes dans mes livres d'histoire. Il y avait très peu de récits au sujet des femmes. Et c'est à ce moment que je m'étais dit que si jamais je devais écrire un livre, ce serait un livre d'histoire, sur les femmes. Parce que l'histoire des femmes n'est pas la même lorsqu'elle est racontée par des hommes. »

Et des histoires sur les femmes, elle en a beaucoup écrites au cours de sa carrière de journaliste. Sans prosélytisme, mais fidèle à cette promesse qu'elle s'était faite de « reconnaître à sa juste valeur » la place des femmes dans la conception de nos sociétés contemporaines.

De là à écrire un livre, il y a un pas que Margo Goodhand a longtemps repoussé. C'est une conversation avec sa sœur Joyce qui a servi de déclencheur. « Il y a 15 ans, ma sœur a été l'une des fondatrices d'un foyer pour femmes battues en Saskatchewan. Elle m'a parlé des pionnières, de ces femmes qui avaient ouvert les cinq premiers foyers au Canada, de leurs combats, de leur héritage, du fait que cette histoire n'avait jamais été racontée et que c'était le moment de le faire tant que ces femmes étaient encore en vie. Il fallait les faire témoigner avant que leur histoire ne soit perdue à jamais. Évidemment, cela a piqué ma curiosité de journaliste. »

Les deux sœurs se lancent donc dans une grande aventure à travers le Canada, à la rencontre de ces pionnières de la cause des femmes. À la manière de Studs Terkel, qui s'était donné pour mission de recueillir l'histoire orale de la société américaine, Margo Goodhand s'attache à compiler les récits de ces femmes de l'ombre avant que leurs voix ne se taisent à jamais. « C'était fascinant. Ces histoires étaient là, prêtes à être cueillies. Tout ce que j'avais à faire en tant que journaliste, c'était de poser les bonnes questions. Au fil des rencontres avec ces femmes extraordinaires, j'ai découvert le courage dont elles avaient fait preuve, l'énergie qu'elles avaient déployée pour créer ces sanctuaires, quitte à se mettre en travers de la route de maris violents, en affrontant la mort en face. Ce que ces femmes ont fait mérite notre plus grand respect. »


photo : Barbara Gorrand

Margo Goodhand faisait face à un très nombreux public le 6 septembre dernier, chez McNally Robinson.

Mais avaient-elles seulement conscience de l'aspect hautement militant, féministe, de leur démarche? « C'est ce qui est surprenant. Chacun de ces cinq groupes de femmes a agi, à l'époque pour des raisons différentes. Par exemple à Toronto, les femmes qui ont ouvert le premier foyer étaient de jeunes féministes, des étudiantes avec une vraie conscience politique. Mais à Saskatoon, quatre des cinq fondatrices étaient des femmes battues elles-mêmes, un peu plus âgées. Elles étaient pauvres, elles étaient mères de famille et elles ont simplement agi parce qu'il n'y avait nulle part où aller pour des femmes comme elles. Quelles que soient leurs raisons, toutes ces femmes ont été poussées à agir face à un constat identique : il y avait un manque, il fallait le combler. »

Il y a aussi un autre trait commun à la naissance de ces cinq centres : ils ont tous éclos en 1973. « C'était un mystère que j'ai percé au cours de mes recherches. Cette année-là, le changement était dans l'air. C'était l'époque de Pierre Elliott Trudeau, des gouvernements plus ouverts socialement dans les provinces de l'Ouest, avec un esprit un peu plus tourné vers le sens de la communauté… Le féminisme était grandissant, les voix des défenseuses de l'avortement se faisaient entendre. Tout cela participait du même mouvement. La preuve, c'est que ces femmes ont permis de créer les cinq premiers centres et que sous cette impulsion, il y en a aujourd'hui près de 650 à travers le Canada. »

Le début d'une nouvelle ère pour les droits des femmes? Pas tout à fait, déplore Margo Goodhand. « Ce qui a changé entre 1973 et aujourd'hui? Rien. Rien du tout. C'est un terrible constat. C'est ce que m'ont également dit les femmes que j'ai rencontrées : On continue à construire des abris, mais en réalité on apprend simplement aux femmes à éviter les balles; on ne résout pas le problème. On a pris conscience du problème qui, apparemment, n'existait pas au Canada avant 1973, on a mis le doigt sur la réalité et c'est déjà bien. Mais la violence envers les femmes est toujours là, la misogynie n'a pas disparu. Et tous les six jours, une femme meurt des mains de son conjoint. Ici, au Canada. En 2017… »

(1) Margo Goodhand a quitté son poste à Winnipeg en 2012 pour entamer ses recherches. En 2013, et jusqu'en janvier 2016, elle a occupé les fonctions de rédactrice en chef au *Edmonton Journal*, avant de se consacrer à l'écriture de son livre.

Un exemple près de nous : Chez Rachel

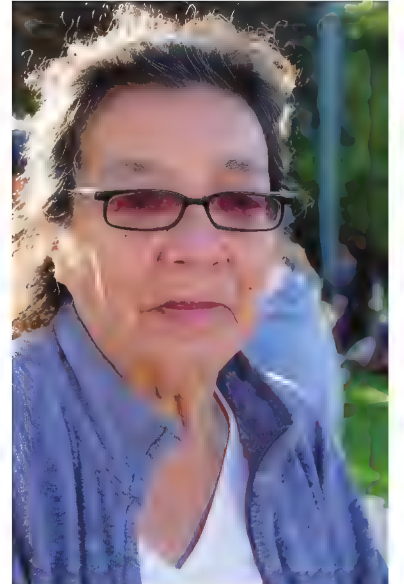
Fondé en 1993 à Winnipeg, L'Entre-Temps des Franco-Manitobaines, devenu l'an passé Chez Rachel – Rachel Place pour mieux illustrer sa vocation au service de toutes les femmes victimes de violences conjugales, offre un havre de paix où des femmes brisées viennent se reconstruire chaque année. Une mission pas toujours évidente à mener, tant les fonds dont dispose la structure sont limités, comme l'explique Hortense Rabet, la directrice générale : « Nous sommes une maison d'hébergement de 2e étape, c'est-à-dire une fois passée la gestion urgente de la crise. Les femmes restent en moyenne une année chez nous pour se remettre sur pied. Nous recevons entre 10 et 15 femmes par an dans nos appartements, avec leurs enfants, soit une trentaine d'enfants accueillis chaque année. Il ne s'agit pas uniquement de les accommoder : nous faisons l'accompagnement administratif, la liaison avec les autres services du gouvernement, les activités de conseil… »

Or la structure ne dispose pas d'un budget suffisant pour faire face aux besoins croissants en la matière. « L'aide que nous recevons de la Province, soit 127 000 $ par an, couvre à peu près 60 % de nos dépenses. Pour compléter, nous comptons sur les dons et des collectes de fonds, et nous nous appuyons sur les bénévoles. Mais cet été par exemple, nous avons dû réduire notre aide administrative à mi-temps. Nous savons que nous pourrions aider plus de femmes, mais nous n'en avons pas les moyens. »

RETOUR SUR LES ÉVACUÉES DES INCENDIES DU NORD DU MANITOBA

Aux premières lignes pour préserver la communauté

Les indomptables matriarches évacuées des Premières Nations de Saint-Theresa Point et de Garden Hill prennent la parole.



Jacqueline Wood.

Kimberly Little.



Deborah Flett.



Rose Barkman.

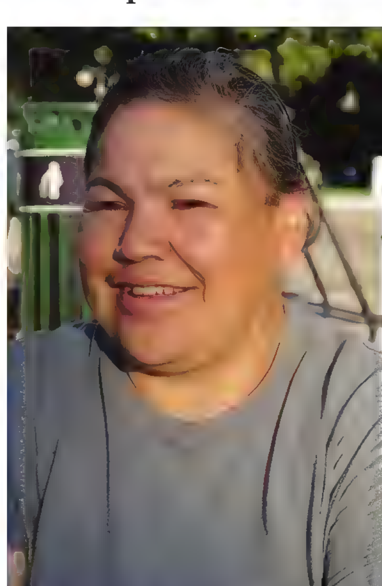


photo : Gavin Boutroy

Susan Harper.

Gavin BOUTROY

presse8@la-liberte.mb.ca

Depuis la fin août, au-delà de 4 500 personnes ont été évacuées de quatre Premières Nations au nord du Lac Winnipeg en raison de dangereux incendies, dont un de 28 000 hectares qui brûlait à moins d'un kilomètre de la Première Nation de Garden Hill.

Les évacués ont été abrités au RBC Convention Centre, au complexe du Winnipeg Soccer Federation North, et dans des hôtels à Winnipeg et Brandon.

Alors que les évacués commençaient lentement à réintégrer leurs communautés, le Chef de Garden Hill, Dino Flett, a réclamé le 7 septembre que la Province déclare l'état d'urgence dans la région, afin de débloquer des fonds pour venir en aide aux évacués, et pour la remise en état de la communauté. Le Premier ministre du Manitoba, Brian Pallister, a eestimé qu'il s'agissait de terres détenues par la Couronne et donc qu'il était du ressort du gouvernement fédéral de déclarer l'état d'urgence à Garden Hill.

Outragés, quelque 600 évacués, menés par le gouvernement de la Première Nation de Garden Hill, ont manifesté sur un trajet de plus de huit kilomètres, du Winnipeg Soccer Federation North, sur la Leila, jusqu'au Palais législatif du Manitoba, le 7 septembre. C'est à cette occasion que *La Liberté* s'est entretenue avec cinq femmes de Garden Hill et Saint-Theresa Point, qui ont parlé de la vie à Island Lake et de leurs rôles de piliers dans leurs communautés respectives.

Jacqueline Wood

Jacqueline Wood a été évacuée de Saint-Theresa Point le 1er septembre. La grand-mère a en premier passé deux nuits chez le fils de son mari à Portage-la Prairie, pour se retrouver ensuite au Canad Inns de Garden City.

« J'ai vécu à Saint-Theresa Point toute ma vie. J'ai vécu une bonne vie. J'y ai vécu toute ma vie sauf lorsque j'étais aux pensionnats autochtones. Mais là encore, c'était dans le Nord, à Norway House.

« Je n'échangerais pas ma place pour celle de qui que ce soit à Winnipeg. Je crois que l'on se sent tous comme ça autour de Island Lake. Notre communauté est parfaite. Nous n'avons pas de routes toutes-saisons, juste une route de glace en hiver. C'est un lieu magnifique.

« Vous savez, ça fait très peur de voir un incendie aussi près de sa communauté. Quand on a été évacués, il était difficile de respirer à cause de la fumée, et on pouvait voir les flammes. »

Quand les évacuations ont commencé, trois de ses petits enfants ont été évacués en priorité avec leurs parents, en raison de leur très jeune âge. Jacqueline Wood est restée deux jours supplémentaires avec quatre autres de ses petits-enfants.

« Ce feu, je ne crois pas qu'il nuira au cœur de gens comme nous. La forêt repoussera. D'une certaine manière, je crois que l'on a été protégé par le Créateur. »

Si Jacqueline Wood est sereine face à l'incendie, elle l'est moins face au gouvernement. Elle juge le traitement des évacués, et le refus de déclarer l'état d'urgence, totalement inadéquat.

« Est-ce que les Premières Nations de ce grand pays sont un fardeau financier pour le gouvernement du Canada? On entend parler des réfugiés des guerres, mais de nous, on n'en parle même pas… »

Kimberly Little

Kimberly Little a été évacuée de Garden Hill le 30 août, c'est la femme d'un conseiller de bande. Elle raconte ce qu'elle a laissé derrière elle dans la réserve.

« On a laissé tout, sauf quelques vêtements. Les tours en bateau, les voyages de pêche, et nos nourritures traditionnelles nous manquent. Chez nous, je pêche tous les jours, tout le temps pour moi et ma famille. Le doré, le poisson-chat, la truite, il y a beaucoup de poissons dans mon lac.

« On mange aussi du canard, du castor, du lapin, et bien sûr de la viande d'orignal. La saison de chasse des originaux approche. Ici on mange que du *fast food*. Je suis tellement tannée du *fast food*, ce n'est pas bon pour notre santé. »

Suite en page 13.



photo : Gavin Boutroy

600 évacués, menés par le gouvernement de la Première Nation de Garden Hill, ont manifesté le 7 septemebre sur un trajet de plus de huit kilomètres, du Winnipeg Soccer Federation North, sur la rue Leila, jusqu'au Palais législatif du Manitoba.

Suite de la page 12.

Deborah Flett

Deborah Flett a été évacuée de Garden Hill le 31 août. Elle travaille dans le domaine de la santé.

« Rose Barkman, Susan Harper et moi aidons à effectuer l'évacuation depuis le premier jour de l'incendie. La plupart des gens n'ont pas été traités correctement. Pas de chambres d'hôtel, de longues files tout simplement pour la nourriture, et pour avoir un toit au-dessus de la tête.

« En temps normal, on est environ 5 000 personnes dans la communauté. La plupart de ma famille habite dans la réserve. Certains partent pour leur scolarité. Mon fils, par exemple, habite à Brandon. Il n'est jamais revenu à la réserve. Il a fait ses études et veut rester là-bas. Je crois qu'en tant que mère, je préfère qu'il reste à Brandon. La drogue commence à rentrer dans notre communauté, c'est tout nouveau.

« Sinon, c'est une communauté solide, tout le monde s'aide en période de crise. »

Rose Barkman

Rose Barkman a été évacuée de Garden Hill le 31 août. Elle travaille elle-aussi dans le domaine de la santé, et décrie les mauvaises installations des centres pour évacués.

« Nous restions au RBC Convention Centre, sur les petits lits pliables. Ma fille et son enfant aussi. Comme il n'y avait pas la place pour le bébé de six mois sur le lit pliable, elle le mettait sur une mince couverture sur le sol très dur. En raison de la condition médicale de ma fille, elle a enfin pu s'installer dans une chambre d'hôtel.

« Chez nous, je pêche le doré et la truite pour la famille. Mes voyages de pêche me manquent. Je veux tout simplement que notre vie redevienne normale. »

Susan Harper

Susan Harper a été évacuée de Garden Hill le 31 août. Elle travaille dans le domaine de la santé mentale.

« Deborah Flett, Rose Barkman et moi sommes toutes diabétiques. Lorsqu'on aidait les évacuations, on commençait le travail à 6 heures du matin, parce qu'il fallait amener les gens en bateau à l'aéroport. Quand est venu notre tour d'évacuer, on était toutes en train de trembler à l'aéroport, parce qu'on avait rien mangé.

« Je suis asthmatique aussi, mais je ne pensais pas être une priorité. Je continuais à aider les gens, c'était ça, ma priorité. »

Le rôle de la Croix Rouge

« La Croix Rouge canadienne et le gouvernement fédéral ont passé un accord, unique au Canada à ma connaissance, explique Jason Small, porte-parole de la Croix Rouge canadienne. Au Manitoba, on est chargé d'évacuer, de transporter, et de venir en aide aux Premières Nations touchées par des désastres naturels. Nous leurs offrons un endroit où dormir, trois repas par jour, des trousses de toilette, et des couches pour les bébés.

La première Nation de Poplar River a été évacuée à Winnipeg et Brandon le 10 août. Mercredi le 6 septembre, la majorité des quelque 900 évacués était de retour dans leur communauté. Le 29 août, les trois Premières Nations de la région d'Island Lake ont été évacuées, soit près de 4 500 personnes.



photo : Gavin Boutroy

Jason Small, porte-parole de la Croix Rouge canadienne, devant le nouveau logo de l'organisme.

« La totalité des quelque 2 000 habitants de la Première Nation de Wasagamack a été évacuée de la communauté en bateau au milieu de la nuit lorsque l'incendie de 28 000 hectares s'est retrouvé à moins d'un kilomètre de la communauté. Les Premières Nations de Saint-Theresa Point et de Garden Hill ont ensuite été évacuées en raison de l'épaisse fumée qui se dégageait de l'incendie.

« Comme on avait un volume d'évacués élevé, on a ouvert deux refuges provisoires. Mais dès qu'une chambre d'hôtel était disponible, il était du ressort du conseil de bande de décider qui y avait un accès prioritaire.

« On essaie de placer les évacués dans des hôtels qui ont des restaurants, sinon on a recours aux restaurateurs collectifs pour les abris, et on consulte les évacués pour savoir ce qu'il voudraient manger. Mais il est certain que ce n'est pas le poisson frais que les évacués mangent chez eux.

« La décision du moment du retour revient aux conseils de bande des Premières Nations. Ils reçoivent les rapports quotidiens de la Province. »

« Tous les jours, nous avons près de 100 personnes qui travaillent avec les évacués. Notre organisation nous permet de chercher du soutien à travers le Canada : nous avons des employés et des bénévoles qui viennent du Manitoba, mais aussi du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, ou encore de l'Alberta. »

VIVREAWINNIPEG.COM : LE REGARD PERSONNEL D'UNE FRANÇAISE SUR WINNIPEG

Avec l'énergie d'un regard neuf

Mis en ligne il y a un mois, le projet de site vivreawinnipeg.com a en quelques minutes retenu l'attention de la communauté francophone. À son origine, Zoé Clin, une jeune Française arrivée en mars 2017 dans la capitale manitobaine. Son projet : offrir un regard objectif sur une ville qui traîne sa mauvaise réputation.



Léo GAUTRET
presse1@la-liberte.mb.ca

Chaque nouvel arrivant a dû le faire au moins une fois avant de prendre l'avion. Taper « Winnipeg » sur un moteur de recherche. Comme réponse, la toile vous renvoie des informations qui, parfois, peuvent donner à réfléchir. Une page Wikipédia peu reluisante. Une sombre photo des immeubles du centre-ville. Un site municipal vétuste. Mais aussi des articles achevant le portrait d'une ville à éviter définitivement. De quoi intriguer Zoé Clin avant son départ de France.

« J'étais tombée sur un récent article d'un journaliste américain qui traitait des problèmes de racisme envers les populations autochtones. J'ai aussi vu des reportages qui parlaient des hivers extrêmement froids, et de la criminalité de Winnipeg. Donc effectivement, quand on vient de l'extérieur et qu'on a juste ces informations-là, ça n'est pas très attirant. »

C'est par amour que Zoé a traversé l'Atlantique pour les Prairies canadiennes en mars 2017. Celle de son compagnon, parti de France quatre mois plus tôt pour devenir pilote de brousse. Originaire d'une petite ville de la région des Cévennes, dans le sud de la France, Zoé Clin quitte ainsi sa famille et son emploi pour, à son tour, tenter l'aventure canadienne, un visa vacances-travail en poche. Les sombres clichés, elle préfère les interpréter comme des « problématiques à résoudre », qui témoignent d'une vie abondante dans la capitale manitobaine. Sur place, le voile brumeux se déssipe rapidement. Ses premières rencontres l'incitent à approfondir ses idées. « C'est le premier endroit où j'ai été aussi bien accueillie. La cordialité des gens m'a surprise. Quand on dit *Friendly Manitoba*, ce n'est pas pour rien. »

Petit à petit, lui vient alors l'idée de créer un site internet sur la ville, pour apporter un regard neuf sur Winnipeg, la désenchantée. À 28 ans, la Française se lance dans son projet en août dernier et met en ligne « vivreawinnipeg.com ». « En plus d'informer, ça me permet de faire découvrir où je vis à ma famille, de rencontrer des gens et de renforcer certaines compétences. » Le 27 août, elle publie un message sur le groupe Facebook « Francommunauté Winnipeg ». Les réactions sont immédiates, les soutiens nombreux. « J'ai reçu beaucoup de commentaires positifs et d'encouragements. C'est une énorme surprise, et une source de motivation. Ça m'a aussi donné l'idée d'en faire un site collaboratif. »

Si pour le moment Zoé a uniquement pu compléter la page historique de la ville, nulle doute qu'elle saura compter sur le futur apport des nombreux francophones qui ont déjà adhéré au projet. « Je voudrais sortir du site typique touristique, du « que faire à Winnipeg? ». J'aimerais intéresser les gens sur cette ville, et qu'ils aillent au-delà des préjugés qu'on peut avoir. Comme on dit, on est toujours plus intelligent en groupe que tout seul. Alors j'espère qu'en croisant les regards de différentes personnes on arrivera à quelque chose d'assez objectif. C'est pour ça que je laisse les commentaires ouverts sur le site, pour que les gens puissent participer. »

Diplômée en ingénierie de l'écologie et en gestion de la biodiversité, elle a d'ores et déjà trouvé sa place d'un point de vue professionnel au sein d'une jeune entreprise de vente de produits frais en circuit court. Une adaptation expresse à son nouvel environnement, bien qu'il lui reste encore une importante facette du Manitoba à découvrir, l'hiver. « Ce que je redoute en ce moment c'est le froid, que je n'ai pas encore trop connu. Surtout venant du Sud de la France. »

Une nouvelle étape à vivre qui devrait lui permettre de nourrir son appétit anthropologique pour sa nouvelle ville. « À l'avenir j'espère que le site sera traduit en anglais, et peut-être même qu'il y ait d'autres communautés qui y participent pour faire d'autres versions, dans d'autres langues. Mais bon ça, ce sont mes rêves. »

Pour envoyer des photos ou contribuer à la construction du site, contactez Zoé Clin sur son courriel : zoe.ariane.clin@gmail.com

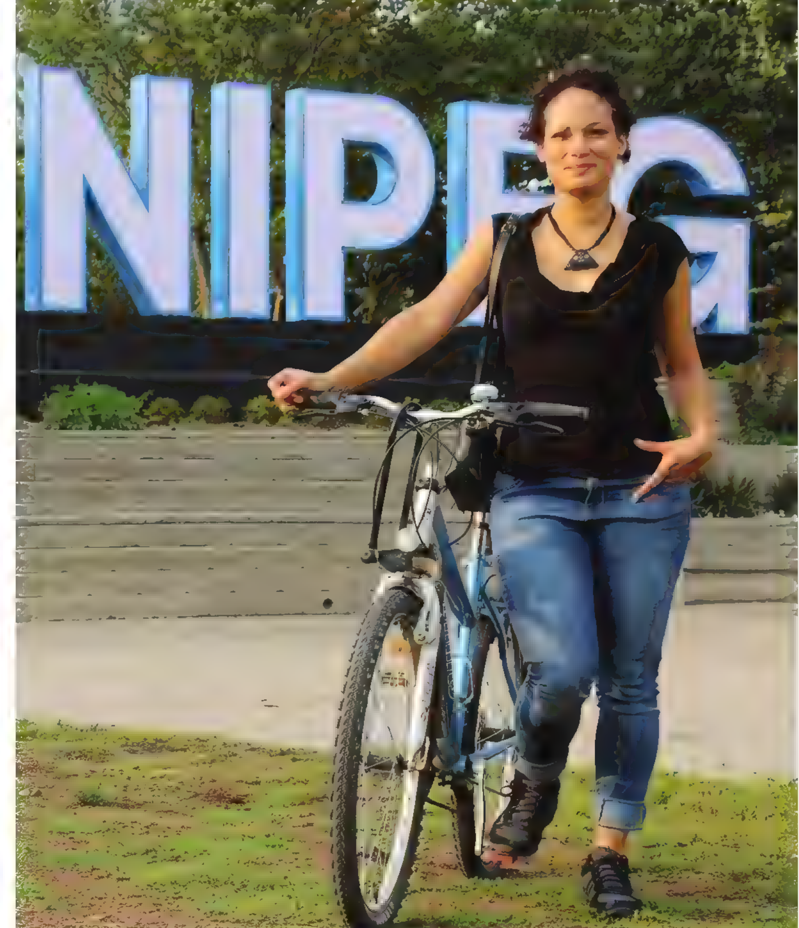


photo : Léo Gautret

Comme une vraie Winnipégoise, Zoé Clin enfourche son vélo pour se rendre aux lieux qui font la vie de sa ville d'adoption.

CULTUREL

NORWAY HOUSE AU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DE TORONTO

Alanis Obomsawin à la recherche du langage de l'espoir

La première du 50e film de la documentariste Alanis Obomsawin a eu lieu le samedi 9 septembre dans le cadre du Festival international du film de Toronto. *Our People Will Be Healed* (1) raconte l'enrichissement de la vie à la nation crie de Norway House grâce à son école. L'éminente documentariste témoigne de son espoir, du haut de ses 85 ans. Questions et réponses.

Gavin BOUTROY

presse8@la-liberte.mb.ca

Qu'avez-vous ressenti en entrant pour la première fois dans l'école Helen Betty Osborne, à Norway House?

Alanis Obomsawin : Ce qui est extraordinaire quand on entre dans cette bâtisse-là, c'est la lumière. Il y a des grandes fenêtres dans le toit. C'est non seulement la lumière, mais aussi l'architecture.

Il y a beaucoup de cercles dans la bâtisse elle-même et dans la section dehors, au centre. Ce cercle est entouré par les passages des classes, comme les rayons d'une roue. J'ai tellement aimé cette partie-là de l'école, que j'ai demandé à la directrice si l'on pouvait faire un tournage là, avec les enfants de Norway House qui jouaient du violon.

Pour toutes les nations autochtones, la racine des choses, c'est toujours un cercle, c'est toujours en rond. Se rencontrer dans un cercle, c'est une coutume qui existe depuis des milliers d'années. L'architecture de cet école est elle-même une déclaration importante.

Et puis, il y a tout ce qui se passe même dans les classes, l'atmosphère de bienvenue, d'inclusion. C'était totalement le contraire pendant des décennies.

La directrice de l'école me raconte : "*Oh les adolescents, on a du mal à les réveiller le matin, ils veulent toujours dormir plus longtemps. On s'est rendu compte que c'était à nous de faire des changements. On a décidé que l'autobus qui passait à 8h30 c'était trop tôt. On a organisé le déplacement des adolescents un peu plus tard. Pourquoi? Parce qu'on veut les voir en classe, on préfère même qu'ils soient en retard que de ne pas les voir du tout.*"



photo : Gracieuseté ONF

Alanis Obomsawin.

Les résultats sont très différents d'un système où l'on réprimande les jeunes qui sont en retard. Jusqu'à la 9e année, les élèves sont présents, mais ensuite en 10e, en 11e, et en 12e année, les élèves sont moins présents. À leur graduation, les nombres étaient très petits. Pour l'année qui vient de finir, il y a au moins 70 jeunes qui ont gradué, grâce à ce changement. Cette école aide les jeunes à s'exprimer, à vouloir aller à l'école, à s'éduquer. C'est formidable.

Pourquoi avoir fait un film sur Norway House?

A. O. : Dans tout ce que je fais, l'éducation est primordiale. L'éducation qu'on a reçue depuis tant de décennies était une éducation qui parlait de l'histoire du Canada. C'était de dire que les sauvages ont scalpé les pauvres blancs qui sont venus ici, et que nos langues sont des langues de sauvages, qu'il faut pas parler comme ça, que c'est une langue du diable. C'est comme ça qu'on nous a éduqués, moi même je suis passée par là.

À Norway House, c'est le contraire. Les jeunes sont encouragés à apprendre leur langue, leurs coutumes, et tout le reste avec. C'est ça qui est merveilleux, de dire : "*ce qu'étaient vos ancêtres, quelles coutumes ils avaient, comment ils ont survécus, c'est important.*"

On a eu tellement de problèmes de suicide, de problèmes d'alcoolisme, de problèmes de drogue. Personne n'a guéri avec ces choses-là.

La guérison, c'est de retourner à certaines coutumes, à certaines façons d'être. Qui font que tu as le droit d'être un Autochtone, qu'il n'y a rien de mal là-dedans, que même il y a de belles choses.

Suite en page 17.

Suite de la page 15.

***Our People Will Be Healed* est ponctué de scènes de jeunes de Norway House qui participent à une excursion en canoë. Dans l'une de ces scènes, les jeunes assis autour d'un feu expliquent les raisons de leur participation à ce voyage. Dans ces entrevues, vous maintenez un rapport très intime avec des jeunes qui racontent des histoires très dures et très personnelles.**

A. O. : La racine de cette intimité, c'est l'amour que je porte pour les jeunes, et pour nos Nations. C'est la confiance qu'ils m'accordent. C'est d'être capable d'écouter. Je passe beaucoup plus de temps à écouter qu'à parler. Donc je pense que la raison principale c'est que je suis à l'écoute tout le temps. Tout ce qu'ils disent est important.

C'est également culturel. Beaucoup de personnes plus âgées dans cette communauté leur enseignent la culture. Et cela fait partie de leur éducation officielle.

Par exemple, quand vous voyez les élèves dehors, ils apprennent comment faire une tente à suer. Ils auront des notes pour ce qu'ils apprennent comme dans leurs autres cours.

C'est pareil que dans les années 1970 quand il y a eu un traité entre le Québec et les cris de la Baie James. Ils ont décidé que ce serait eux qui allaient décider du curriculum. Ils ont décidé que les enfants iraient à l'école pendant l'été, et qu'à l'automne, ils iraient à la chasse dans le bois, à la pêche, et apprendre de leurs parents la survivance dans le bois, à titre d'études.

La province du Québec a dit : *"pas question"*, mais les cris de la Baie James ont dit, *"c'est nous qui allons décider"*. Les valeurs, les traditions, la langue seront primaires. C'est toute une autre culture, une autre manière d'apprendre.



photo : Gracieuseté ONF

Pour Alanis Obomsawin, le caractère exceptionnel de l'école de Norway House provient en partie de son curriculum. « La section de musique est obligatoire dans le curriculum. J'ai vu des jeunes à partir de l'âge de 8 ans se concentrer, qui savent jouer des jigues métisses au violon. On voit des jeunes qui veulent apprendre et qui s'encouragent. »

Est-ce qu'il y a plus d'espoir dans ce film qu'ailleurs dans votre œuvre?

A. O. : C'est sûr. Je trouve même que le mot espoir ne rend pas justice, c'est beaucoup plus grand que ça. Je n'ai pas encore développé le langage pour exprimer ce que j'ai ressenti et ce que j'ai vu à Norway House.

Ça fait des dizaines d'années que je fais des tournées à travers le Canada. Avant d'être cinéaste, j'étais éducatrice, je parlais dans des classes de la culture et de l'histoire. Je n'ai jamais vu une école semblable. C'est un modèle pour tout le reste du Canada. Jamais je ne pourrais suffisamment faire l'éloge de la gouvernance de Norway House et de cette école. C'est plus que de l'espoir : c'est l'avenir, la santé de l'âme, et de l'esprit.

Est-ce que cela veut dire que c'est un film moins militant ?

A. O. : Je documente. Je ne crée pas de choses qui ne sont pas là. Je documente ce que je vois, et ce que j'entends, et pour moi, Norway House, c'est extraordinaire.

Quelle est la signification des cérémonies de la danse du soleil?

A. O. : Quand ils m'ont dit que je pouvais filmer j'étais très contente et très touchée. Mais vous aurez remarqué que je n'ai pas filmé de cérémonies comme telle. Je trouve que ça, c'est très intime, et je voulais être plutôt discrète dans le tournage du *sundance*. En même temps, je voulais que les jeunes sachent que cette culture existe, et que ça leur appartient, et que s'ils ont le goût d'y participer, qu'ils le peuvent. Leur dire que ceci leur appartient.

Le chef de la Nation Crie de Norway House, Ron Evans, et le Conseiller et vice-chef Gilbert Fredette seront à Toronto pour la première...

A. O. : J'ai des frissons rien que d'y penser. Ça va être une expérience différente de tout ce qu'ils ont vu auparavant.

(1) *Our People Will Be Healed* est réalisé par Alanis Obomsawin avec l'Office National du Film. La cinéaste de la Nation abénaquis du Québec a été primée tant au Canada qu'à l'internationale pour son œuvre prolifique, dont *Kanehsatake – 270 ans de résistance* (1993) l'un de ses quatre films sur la crise d'Oka de 1990.



APPEL DE CANDIDATURES

Prix Alexandre-Taché 2018

Vous êtes invités à soumettre à **l'Université de Saint-Boniface** (USB) une candidature au **Prix Alexandre-Taché**, qui sera remis lors de la collation des grades en juin 2018.

Le Prix Alexandre-Taché rend hommage à :

- une personnalité reconnue pour sa contribution à la collectivité francophone du Manitoba ou qui a œuvré au développement et au rayonnement de la collectivité francophone du Manitoba (soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la collectivité); ou
- à une personnalité francophone du Manitoba qui s'est distinguée à l'extérieur du Manitoba et, par le fait même, a honoré ses compatriotes.

Une courte biographie de Monseigneur Alexandre-Taché est disponible sur demande.

La personnalité reconnue n'aura pas préalablement reçu de grade honorifique de l'Université du Manitoba ou de diplôme honorifique de l'Université de Saint-Boniface. L'honneur pourra être décerné de façon posthume.

La soumission d'une candidature au **Prix Alexandre-Taché** doit inclure : une lettre d'appui énonçant les raisons précises pour la mise en candidature, les coordonnées complètes de la candidature, le curriculum vitae et les notes biographiques.

La date limite pour soumettre une candidature est le 12 janvier 2018.

Veuillez expédier votre soumission de candidature à :

Chantal Beaulieu, gestionnaire
Cabinet du recteur
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204 233-0210, poste 318
cbeaulieu@ustboniface.ca

Anciens et anciennes récipiendaires

1987	Sénateur Joseph Guay	1988	Lionel Fréchette
1989	Fernand Marion	1990	Maurice Gauthier
1991	Laurent Desjardins	1992	Lucille Maurice
1993	André Martin et Marie-Josèphe Ragot	1994	Augustine Abraham
1995	Lucien St-Vincent	1997	Antoine Gaborieau
2000	Sœur Jacqueline St-Yves	2001	Lucien Guenette
2003	Père Gérald Labossière	2004	André Fréchette
2006	Guy Roy	2008	Normand Boisvert
2010	Roland Mahé	2012	Origène Fillion
2014	Lorette Beaudry-Ferland	2016	Luc Côté (posthume)

L'ŒUVRE DE MADELEINE VRIGNON DÉVOILÉE EN GRANDE POMPE

Une rentrée en grand format pour l'USB

Pour marquer avec faste la rentrée universitaire et marquer le 150e du Canada, l'Université de Saint-Boniface renoue avec une ancienne tradition en organisant une grande fête de rue.

Barbara GORRAND
presse3@la-liberte.mb.ca

Depuis son bureau, il observe chaque jour l'avancement de l'installation. Louis St-Cyr, directeur du Bureau de développement et des communications de l'USB, ne cache pas son enthousiasme : « C'est tellement poétique! »

Officiellement, l'œuvre de Madeleine Vrignon ne sera dévoilée que ce vendredi 15 septembre. Mais depuis des semaines, tous ceux qui empruntent l'avenue de la Cathédrale ont forcément vu pousser ces samares de métal, aux portes de l'Université. Une sculpture pour la postérité, rendue possible grâce à la subvention de 150 000 $ attribuée par le gouvernement fédéral dans le cadre des célébrations du 150e anniversaire du Canada.

« Nous voulions faire installer une œuvre permanente devant la façade du bâtiment, si distinctive avec sa coupole, à côté de la Cathédrale. C'est un monument emblématique de Saint-Boniface, et nous tenions à en renforcer la portée symbolique », détaille Louis St-Cyr, qui a fait partie du comité de sélection et qui se réjouit que le choix se soit porté sur cette réalisation d'une ancienne diplômée des lieux.

Aussi, pour célébrer comme il se doit le dévoilement de cette sculpture, l'USB a choisi de renouer avec une tradition quelque peu oubliée ces dernières années : une grande fête de rue. « L'Université est un lieu public, c'est celle des étudiants actuels, passés, des enseignants, des voisins, de la ville. En organisant cet évènement, nous avons voulu décloisonner le milieu universitaire. »

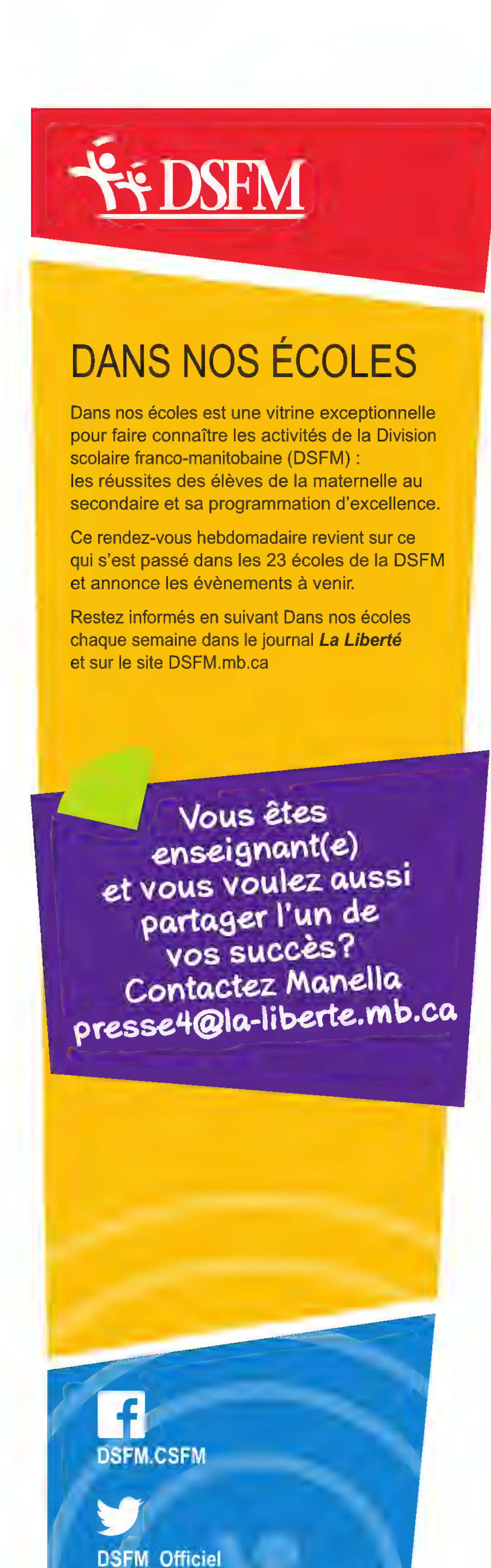
Le résultat, c'est cette grande soirée Équinoxe (1) qui va mobiliser l'avenue de la Cathédrale dans un bel esprit de partage. Une façon, aussi, de lancer les festivités qui se tiendront tout au long de l'année 2018, qui marquera le point de départ de 200 ans d'enseignement en français avec l'arrivée de l'abbé Provencher au Manitoba. « Comme quoi, nous sommes même plus anciens que le Canada! », conclut Louis St-Cyr dans un clin d'œil.



photo : Barbara Gorrand

Louis St-Cyr devant une partie de l'œuvre de Madeleine Vrignon, une allégorie de la diffusion du savoir.

(1) Vendredi 15 septembre dès 17 h 30, avec une épluchette de blé d'Inde gratuite, des camions-cantine, une brasserie-terrasse, et en spectacle Édouard Lamontagne (18 h), Mamadou (18 h 45), Jérémie Brémault and the Delicious Hounds (19 h 30), Faouzia (20 h 15), dévoilement de l'œuvre de Madeleine Vrignon à 20 h 45, Jill Barber (21 h) et Karim Ouellet (22 h). En cas de fortes pluies, la soirée se déroulera en intérieur.



RESSOURCES WEB

La DSFM propose ci-dessous une liste de ressources Web non exhaustive. Ces ressources ont été répertoriées à titre de service pour les familles des élèves de nos écoles de langue française et les lecteurs de ces pages.

PETITE ENFANCE
Promouvoir les Centres de la petite enfance et de la famille
www.desledebut.ca

ÉDUCATION
Plan stratégique sur l'éducation en langue française
www.pself.ca

MUSIQUE
La coalition pour l'éducation en musique
www.musicmakesus.ca/fr/

Faites de la musique
www.faitesdelamusique.ca/bienfaits/

Un été plein d'expériences pour Magalie

Engagement – Identité – Rayonnement

Un stage à Envol FM, une troisième place aux Jeux de la francophonie, un forum national à Ottawa. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'été de Magalie Chinchilla Chaput a été bien rempli.

Magalie, en 11ᵉ année au Collège Louis-Riel, a obtenu un peu par hasard un poste estival à la radio communautaire. « Je rentrais de l'école, et j'ai croisé Renaud Doucet, un des animateurs d'Envol, que je connaissais grâce à ma participation à la LISTE. Il m'a dit qu'il y avait une place à Envol, et qu'il pensait que je remplissais tous les critères recherchés. J'ai donné mon CV et j'ai eu le poste! »

Ce stage est venu s'ajouter à un calendrier déjà bien chargé. « Ma première semaine à Envol était pendant mes examens. J'étais à Envol le matin et à l'école l'après-midi. Le 24 juin, je suis partie à Ottawa pour un forum national d'Expérience Canada. Nous avons discuté des problèmes au Canada, et des solutions que notre génération peut apporter. »

> **« J'ai compris qu'il faut subir des échecs pour bien faire quelque chose. »**
> Magalie Chichilla Chaput, 11ᵉ année.



En deux mois, Magalie Chinchilla Chaput est passée de novice à présentatrice radio accomplie sur les ondes d'Envol FM.

À peine de retour, la globe-trotteuse était déjà repartie pour les Jeux de la francophonie canadienne à Moncton, au Nouveau-Brunswick. « J'ai participé à la compétition d'improvisation avec cinq autres joueurs de la DSFM. J'ai revu des gens d'autres provinces que j'avais rencontrés auparavant, en participant à Destination Clic en 2015 par exemple. Notre coach, Mathieu Jubinville, avait gagné la médaille d'or avec l'équipe Manitoba en 2014. Nous avons eu le bronze cette année. »

Après cette compétition, la journaliste en herbe a pu se consacrer entièrement à Envol FM. « On avait des passes médias pour les Jeux du Canada. Jimchab et moi, on sortait partout pour faire des entrevues. La deuxième semaine, j'étais en charge d'aller sur les sites pour rencontrer les gens. Je prenais aussi note des résultats et j'en parlais à l'émission avec Jessica St-Germain. En général, je partais à 7 h du matin et je rentrais à 21 h ou 22 h, pour couvrir tous les évènements. »

De son expérience aux Jeux du Canada, Magalie retient l'interaction avec les participants. « J'ai adoré parler et socialiser avec les personnes, entendre leurs histoires. J'étais fière de voir les parents et les familles qui étaient venus d'autres provinces pour supporter les jeunes. J'ai aussi aimé l'échange d'épinglettes. J'ai eu du mal, mais j'ai réussi à avoir toutes celles que je voulais! »

La jeune fille a également développé de nouvelles habiletés. « Au début, j'étais un peu nerveuse. Ma mère m'écoutait chaque matin. Donc je ne voulais pas la décevoir. Mais j'ai compris qu'il faut subir des échecs pour bien faire quelque chose. Quand j'ai pu m'habituer et apprendre les techniques, c'est devenu très facile, surtout avec l'aide de Yaya Dumbia, Jessica St-Germain, Jimchab, Renaud Doucet et Moutari Arouna. Maintenant je sais comment tout faire avec la table de mixage et les micros. »

Célébrons nos succès!



Bravo à Dany Dupuis, en 11ᵉ année au Collège régional Gabrielle-Roy, pour sa première participation aux Jeux de la francophonie canadienne à Moncton, au Nouveau-Brunswick, où il a représenté le Manitoba avec son équipe de basketball.

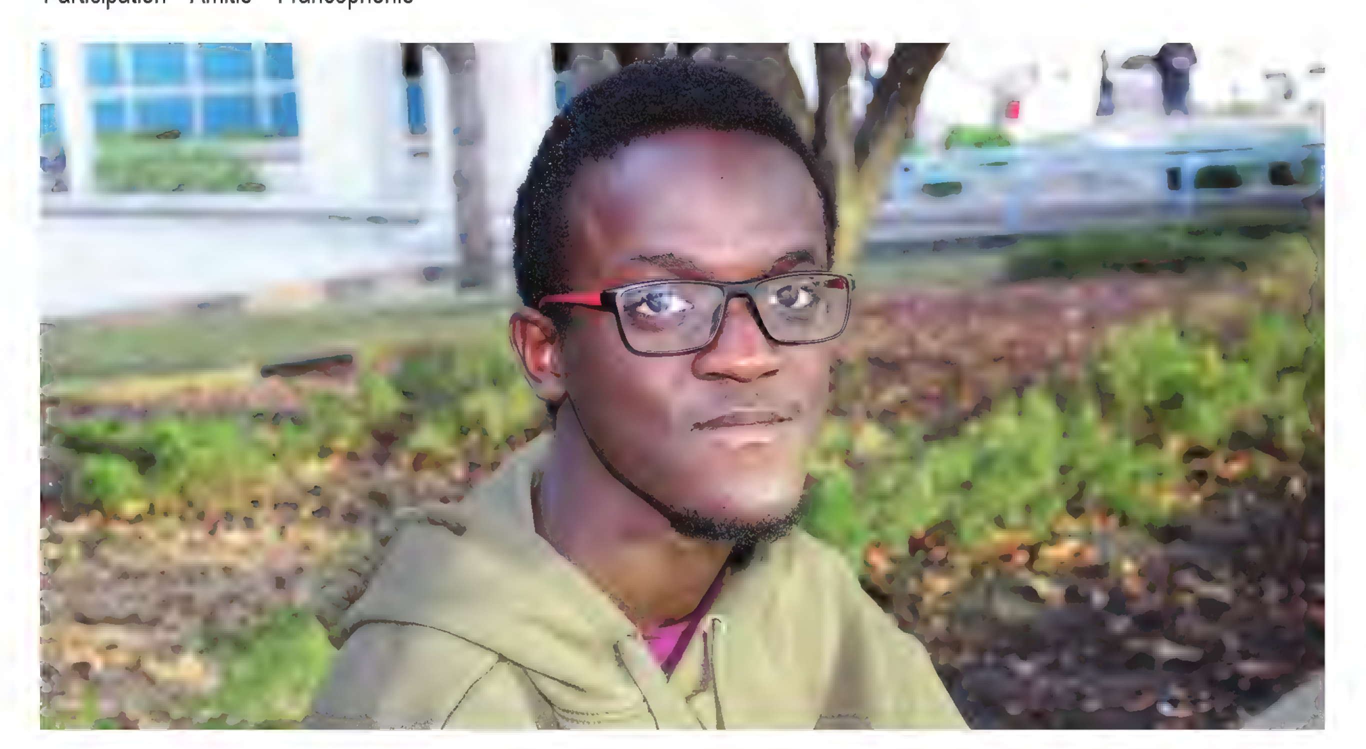
Célébrons nos succès!



Félicitations aux enseignants et enseignantes qui ont participé à l'institut d'été Festin pédagogique. Excellente occasion de se ressourcer et se préparer pour la rentrée scolaire!

Quand apprentissage rime avec solidarité

Participation – Amitié – Francophonie



Franck Farikou.

Cet été, 90 jeunes de 6 à 17 ans ont passé trois semaines de rêve au camp Récréation, Vacance et Éducation (ReVE) organisé par l'Accueil francophone. Jusqu'à lors ouvert à une trentaine d'enfants de 6 à 12 ans, la 8e édition du camp ReVE a augmenté sa capacité d'accueil pour recevoir aussi des adolescents francophones.

Gilbert Weeh, qui travaille au service de connexion communautaire de l'Accueil francophone, a coordonné le camp. « On a constaté que les adolescents n'avaient pas de camp en français. Il fallait créer un lieu où cette tranche d'âge pouvait trouver sa place. »

> « Nous avons appris plusieurs choses qui pourront servir à l'école. Il y avait des jeunes de mon âge de plusieurs autres écoles. C'était important de les rencontrer pour lier de nouvelles amitiés et créer un réseau. »
>
> Franck Farikou, 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard.

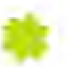
Du 10 au 28 juillet, les enfants arrivaient à l'École Taché pleins d'enthousiasme pour des journées bien remplies. « Ce camp était particulier. On voulait mettre l'accent sur la francisation et la numératie. Donc on organisait des ateliers dans lesquels ils devaient utiliser le français ou les mathématiques, associés aux autres activités. »

L'Accueil francophone a profité de nombreux partenariats pour rendre l'expérience des jeunes inoubliable. « Nous avons travaillé avec le Cercle Molière pour un atelier théâtre. La coop Vélocité est venue expliquer comment réparer un vélo. Les plus grands ont aussi pu apprendre le code de la route. Un agent francophone de la police de Winnipeg est intervenu pour un atelier sur la cybercriminalité et la citoyenneté. Nous avions aussi des partenariats avec le centre Santé Saint-Boniface, Pluri-elles, et Action médias. »

Les jeunes ont également pu faire des activités insolites, comme une chasse aux organismes francophones dans Saint-Boniface, ou un atelier de rap en français donné par Alpha Toshineza. « Nous avons aussi fait beaucoup de sorties pour aller visiter Winnipeg. Les activités plus scolaires du matin étaient reliées à celles de l'après-midi, pour relier la théorie à la pratique. Par exemple, s'il y avait un cours sur le vocabulaire du zoo, nous allions au zoo l'après-midi. »

Le camp ReVE était aussi une occasion pour les enfants de rencontrer des jeunes d'autres écoles. « L'un des objectifs de l'Accueil francophone est l'intégration des nouveaux arrivants. Pour y arriver, il faut mettre tous les acteurs dans le même espace. On a mis les élèves de différentes écoles ensemble pour qu'ils sachent qu'ils ont tous leur place dans cette communauté, et qu'ils doivent avancer ensemble. Cela permet aux jeunes de s'accepter et de vivre cette diversité qui est chère au Canada. »

Franck Farikou, en 12e année au Centre scolaire Léo-Rémillard, participait au camp pour la deuxième fois. « J'ai fait le camp en 2014. Cette fois, c'était une nouvelle expérience, avec un plus grand groupe et plus d'activités. Nous avons appris plusieurs choses qui pourront servir à l'école. Il y avait des jeunes de mon âge de plusieurs autres écoles. C'était important de les rencontrer pour lier de nouvelles amitiés et créer un réseau. »





À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Formation d'officielles de Volleyball,
9e-12e année
le 27 septembre

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion ordinaire de la Commission scolaire franco-manitobaine :
le mercredi 27 septembre à 19 h,
au bureau divisionnaire, Lorette.

LES CONGÉS

Le 25 septembre
Journée d'administration,
congé pour les élèves des écoles Lagimodière, Noël-Ritchot, Notre-Dame, Pointes-des-Chênes, Réal-Bérard, Saint-Jean-Baptiste, Gabrielle-Roy, Saint-Joachim, Sainte-Agathe, Christine-Lespérance, Lacerte, Léo-Rémillard, Louis-Riel, Précieux-Sang, Roméo-Dallaire et Taché



Sudoku

PROBLÈME N° 568

		2	7					8
		1	8				9	
4		5	1	2			7	3
				5	7			
			2		3			1
					8	3		9
1						4		7
7				9	6			
			4				8	5

RÉPONSE DU N° 567

9	1	3	8	4	6	2	5	7
8	4	6	2	5	7	3	9	1
2	7	5	3	1	9	4	8	6
4	3	9	6	2	1	5	7	8
7	8	1	5	9	4	6	2	3
5	6	2	7	3	8	1	4	9
1	9	8	4	6	2	7	3	5
3	2	7	1	8	5	9	6	4
6	5	4	9	7	3	8	1	2

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 937

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2									■			
3										■		
4							■					
5			■								■	
6				■								
7					■							
8								■				■
9		■							■			
10						■						
11							■					
12			■									

HORIZONTALEMENT

1- Spécimens représentatifs.
2- Meunier. – Rejeta comme faux.
3- Ereintons à l'extrême. – Se suivent.
4- Périodes avant Noël. – Abusée.
5- Alphabet grec. – Deviendra sans zèle.
6- Se dit d'un sportif. – Donnas un caractère sexuel.
7- Rend moins massif. – Marteau de couvreur.
8- Pratique une ouverture. – Dénué de jugement.
9- Époux de la fille. – Unité d'équivalent de dose.
10- Ville d'Italie. – Secret connu des seuls initiés.
11- Relative aux reins. – Lue pour se corriger.
12- Infinitif. – Soumises à une opération où l'on traite les poils.

VERTICALEMENT

1- Moyen adroit pour se tirer d'embarras.
2- Bouleverser. – Grande quantité de liquide.
3- Homme lamentable. – Un des États unis d'Amérique.
4- Adverbe. – Nommas les lettres.
5- Mouvement d'un végétal en réaction à un choc. – Relative à l'anus.
6- Ouvrier artisan. – Une lettre les sépare inversement.
7- Fille de Cadmos. – Mesurera.
8- Foires au Moyen Âge. – Va sans but.
9- Devenues aigres. – Démonstratif.
10- Pronom indéfini. – Qui évoque la campagne.
11- Centre de la Terre. – Rendu moins grave.
12- Jugement droit. – Dans les Alpes-de-Haute-Provence.

RÉPONSES DU N° 936

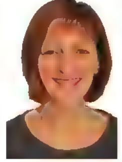


	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	P	O	C	H	A	R	D	E	R	■	F	B
2	O	T	H	O	N	■	E	M	A	C	I	A
3	C	H	A	N	T	E	R	E	L	L	E	S
4	H	E	N	N	E	S	■	T	E	I	N	S
5	E	■	C	I	R	S	E	S	■	E	T	E
6	T	U	E	R	I	E	S	■	A	N	E	T
7	E	R	S	■	E	N	T	A	N	T	■	S
8	E	E	■	M	U	T	A	N	T	E	S	■
9	■	T	A	U	R	I	N	■	E	L	E	E
10	F	E	R	S	■	E	T	A	■	E	M	U
11	O	R	T	E	I	L	■	R	O	S	E	E
12	R	E	S	S	A	S	S	E	R	■	E	S

COLLES ET BRICOLES AVEC EDDY

Chronique de langue du Service de perfectionnement linguistique de l'Université de Saint-Boniface par Danielle Séguin-Tétreault

Toutes les deux semaines, suivez les aventures d'Eddy Moidon, et amusez-vous en même temps à mettre vos connaissances du français oral et écrit à l'épreuve.



DANIELLE Séguin-Tétreault

Salut, c'est moi, Eddy Moidon. J'espère que vous avez passé un bel été. Comme vous le savez, moi, je me suis marié. Vous pouvez maintenant m'appeler « Monsieur Moidon ». La réception s'est très bien déroulée, sauf pour un léger incident. La fête battait son plein sous la tente quand ma tante Amarante s'est lancée sur la piste de danse avec son partenaire pour exécuter une salsa épatante digne de Danse avec les stars. Mais comme Tantine était un tantinet ivre, elle a manqué une pirouette importante et a quitté la piste, virevoltante, pour atterrir dans un « plouf » spectaculaire dans le gâteau de noces préparé avec amour par mes tantes Hortense et Constance. Inutile de vous dire qu'Amarante, repentante, a quitté la tente sous le regard courroucé de mes tantes mécontentes.

Comme l'a dit ma tante Hortense :

Amarante a un talent notable pour ruiner les belles fêtes!

Ma tante en a-t-elle perdu son français sous l'effet de la colère? Voyez la réponse à la page 26.

Voilà, c'est tout. Bonne semaine! Je vous laisse sur cette devinette :

Comment appelle-t-on une tante qui essaie de se sauver le plus vite possible?

Une « tante hâtive ».

Eddy Moidon

UNE PREMIÈRE PHILATÉLIQUE À WINNIPEG

On achète le timbre au poids!

Si le courrier électronique a mené au déclin du courrier traditionnel, en revanche internet rassemble les passionnés de la poste. Roger Fontaine propose un regard sur le monde de la philatélie et son marché. Il organise une vente aux enchères le 23 septembre. Entretien avec un philatéliste chevronné.

Propos recueillis par
Gavin BOUTROY

Une première : les six principaux marchands de timbres à Winnipeg organisent une vente aux enchères, ouverte au public. Le 23 septembre au Centre culturel scandinave de Winnipeg, 345 lots de timbres seront mis en vente, chacun ayant une valeur de revente de 5 $ à 5 000 $.

Cela permet à un revendeur comme Roger Fontaine d'écouler une partie de son stock. Comme beaucoup dans ce domaine, il est aussi lui-même collectionneur, membre de la Winnipeg Philatelic society. Il est, entre autres, propriétaire d'un *Black penny*, le premier timbre postal au monde, qui date de 1840.

À quoi ressemblent l'achat et la vente de timbres en 2017?

Roger Fontaine : La majorité des marchands de timbres travaillent de leur maison, il n'y a presque plus besoin d'avoir une boutique. De même la majorité des collectionneurs sont sur internet. À Winnipeg, il y avait environ sept boutiques par le passé, maintenant il n'en reste qu'une.

Mais cela veut aussi dire que lorsque nous avons des ventes ouvertes au public, nous voyons des gens qui ne font pas partie du circuit local. À une vente publique normale, on voit environ 10 nouvelles faces.

Internet doit augmenter la taille du marché auquel vous avez accès.

R. F. : Les premiers acheteurs des timbres d'un certain pays sont les citoyens de ce même pays. Ainsi, en règle générale, il est très difficile d'obtenir des timbres modernes britanniques, car il y a beaucoup de collectionneurs britanniques. 500 grammes de timbres modernes britanniques se vendent à 100-120 $, contre 10 $ pour 500 grammes de timbres modernes canadiens.

Ce sont les forces de l'offre et de la demande qui déterminent les prix. Il y a cinq ou six ans, quand l'économie chinoise était extrêmement forte, les prix des timbres étaient en plein essor. De même pour l'Irlande, avant la crise de 2008, ils avaient beaucoup d'argent à dépenser et le marché des timbres l'a montré. Suite à la crise, les prix ont baissé un peu. Mais les timbres gardent leur valeur, les changements de prix sont lents. Je dirais qu'en général, depuis internet, le prix des timbres augmente.

La vente aux enchères reste une façon d'obtenir beaucoup de timbres à bon prix. Acheter au prix de référence des catalogues est plus cher. On a un lot pour l'enchère qui s'en vient dont la mise minimale est de 1 275 $, alors que sa valeur de catalogue est de 3 687 $.


photo : Gavin Boutroy

Roger Fontaine, marchand de timbres. « Les timbres reflètent l'histoire d'un pays : les figures sur les timbres, les changements dans le pays, l'économie... Par exemple, les timbres allemands de la fin des années 1920 affichent un prix de plusieurs milliards de marks en raison de l'hyperinflation. »

La mise minimale pour la plupart des lots est de 5 $. C'est beaucoup moins que le prix de référence des catalogues. Dans le catalogue Scott's, la valeur minimale d'un timbre est de 0,25 $. Dans un lot de 500 grammes à 5 $, par exemple, la valeur par timbre est bien inférieure à 0,25 $.

Beaucoup achètent des lots, prennent les timbres qui correspondent à leurs intérêts, et revendent le reste. Et il y a l'atout de la variété.

Quelle sorte de centres d'intérêt retrouve-t-on chez les collectionneurs de timbres?

R. F. : Le but de collectionner des timbres est d'obtenir tous les timbres d'un pays ou qui portent sur un thème. Aujourd'hui, les collectionneurs se penchent normalement sur deux ou trois pays; le monde entier, ce serait trop vaste. En collectionnant les timbres d'un pays, souvent un individu va atteindre « le mur », quand les timbres qui manquent à sa collection sont trop chers. Ce sont souvent des timbres annulés, ou avec des erreurs d'impression.

Au niveau des thèmes, les timbres Disney et ceux avec des dinosaures se vendent très bien. Mais pour des timbres thématiques, on n'obtient pas de prix élevés.

Souvent les collectionneurs vont chercher à avoir une collection de timbres neufs et de timbres usagés.

Vous devez avoir un centre d'intérêt tout particulier...

R. F. : Je collectionne les timbres du Danemark de 1875 à 1905. C'est une période où l'on observe beaucoup de changements. On peut identifier les timbres à leur numéro d'impression, il y a des variations en raison des méthodes d'impression anciennes. Il y a des timbres danois de cette période avec un centre inversé, ceux-là valent des millions de dollars.

Ce n'est pas uniquement l'âge d'un timbre qui en détermine la valeur. Le premier timbre danois, de 1851, vaut environ 2 000 $. C'est dix fois le prix du *Black penny*, le premier timbre postal, qui date de 1840.

En moyenne, combien de timbres existent pour un pays?

R. F. : Le Canada, par exemple, a environ 3 000 timbres. C'est à peu près la normale. La Russie a le double. Ils produisaient beaucoup de timbres pour les vendre à l'Amérique et à l'Europe, afin d'obtenir des devises étrangères. La plupart des collectionneurs de timbres russes s'arrêtent vers 1950.

EMPLOIS ET AVIS



PETITES ANNONCES

À LOUER

GRAND APPARTEMENT (1 080 pi²) de 2 chambres à coucher. Grand balcon. 170, rue Watt. Beaucoup d'espace de rangement. Très tranquille. Plusieurs fenêtres avec beaucoup de lumière. Tout compris. 204-390-4302. raymondares@gmail.com
391-

À VENDRE

MAISON À VENDRE : 215, rue Aubert, 2 étages, 1 850 pi², 5 chambres à coucher (+2 au sous-sol), 3,5 salles de toilette. 549 900 $. Pour de plus amples renseignements ou un rendez-vous, contactez John au 204-470-4185.
390-

BONNE GRANDE MAISON (BUNGALOW) près de l'école Lacerte et de l'église Saints-Martyrs-Canadiens au Parc Windsor. Prix raisonnable et plusieurs avantages. Tél. : 204-256-1912.
392-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $







Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

Travel Manitoba CANADA

Voyage Manitoba, une société de la Couronne, est responsable de favoriser l'essor de l'industrie touristique du Manitoba de 1,5 milliard de dollars par des méthodes novatrices et durables. En partenariat avec l'industrie touristique, Voyage Manitoba est responsable de la promotion du tourisme, des services d'information touristique, de la recherche et de l'information du public. Nous sommes à la recherche d'une personne extrêmement motivée pour faire partie de notre équipe de marketing et de communications.

CRÉATEUR/CRÉATRICE DE CONTENU FRANCOPHONE

Sous la direction de la directrice du marketing de contenu, le créateur ou la créatrice de contenu francophone doit rédiger en français des billets de blogue de grande qualité sur des sujets déterminés par Voyage Manitoba. Le candidat ou la candidate recherché(e) démontre une passion pour le Manitoba et connaît bien l'industrie touristique.

Responsabilités

- Rédiger un (1) billet de blogue en français par mois sur des destinations manitobaines (12 au total).
- Les billets de blogue doivent être faciles à comprendre, pertinents, accrocheurs et correspondre au style des blogues de Voyage Manitoba.
- Participer à divers événements et visiter diverses attractions au Manitoba, selon les besoins des sujets abordés dans le blogue.
- Prendre des photographies à inclure dans chacun des billets de blogue, s'il y a lieu.

Conditions

- Expérience de la rédaction de billets de blogue ou de textes publicitaires et de marketing.
- Excellentes aptitudes à communiquer en français, verbalement et par écrit.
- Intérêt pour les médias sociaux et la mise en récit.
- Une certaine expérience en photographie (doit fournir son propre matériel, soit un appareil photo reflex numérique de base ou un appareil supérieur)
- Capacité à respecter les délais et à produire des articles à temps.
- Compétence reconnue pour travailler de façon autonome.
- La connaissance de l'industrie touristique est un atout.
- Permis de conduire valide.

Exigences

En plus de votre curriculum vitae, veuillez fournir deux (2) échantillons de textes en français, de préférence au sujet d'un voyage touristique. Vous pouvez aussi inclure des photos. Veuillez présenter des textes de moins de 1 000 mots.

L'égalité d'accès à l'emploi est un facteur de sélection du présent concours. La candidature des Autochtones, des membres des minorités visibles et des personnes handicapées sera examinée avec attention.

Rémunération : 3 600 $, plus les dépenses, pour un contrat d'un an pour la rédaction de 12 billets de blogue.

Date limite : le 22 septembre 2017

Présentation des candidatures par écrit :

Voyage Manitoba
21, Forks Market Road
Winnipeg (Manitoba) R3C 4T7
Télécopieur : 1.204.927.7828
Courriel : hr@travelmanitoba.com

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature et désirons vous aviser que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera retenue.



Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

GÉRANT(E), COMPTES COMMERCIAUX ET AGRICOLES
au centre de services à La Salle

Les responsabilités principales sont de gérer un portefeuille de prêts commerciaux et agricoles, effectuer les fonctions d'analyse, d'octroi, et de documentation des dossiers de crédit commercial et agricole, et promouvoir les services financiers de la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/



Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES
au centre de services à Notre-Dame-de-Lourdes

L'agent(e), services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/





AVIS PUBLIC

Comité de révision pour 2017
Municipalité rurale de Ritchot

Le rôle d'évaluation des taxes des biens personnels, d'affaires et biens réels pour 2017 a été délivré au bureau de la municipalité rurale de Ritchot et le public peut l'examiner.

Requête en révision :

Paragraphe 42(1) de l'évaluation municipale; *

La personne au nom de laquelle un bien a été évalué, le créancier hypothécaire qui est en possession d'un bien en vertu du paragraphe 114(1) de la Loi sur les biens réels, l'occupant de locaux qui est tenu, en vertu des conditions d'un bail, de verser les taxes sur le bien ou l'évaluateur peut présenter une requête en révision d'un rôle d'évaluation concernant les points suivants :
a) l'assujettissement à la taxe;
b) le montant de la valeur déterminée;
c) la classification des biens;
d) le refus de l'évaluateur de modifier le rôle d'évaluation en application du paragraphe 13(2).

Conditions :

Paragraphe 43(1) de l'évaluation municipale les « requêtes en révision doivent :
a) être faites par écrit;
b) indiquer le numéro du rôle et la description cadastrale des biens imposables visés;
c) indiquer ceux des points mentionnés au paragraphe 42(1) qui sont litigieux et les motifs pour lesquels ils le sont;
d) être déposées :
(i) soit par livraison au bureau indiqué dans l'avis public visé au paragraphe 41(2),
(ii) soit par signification au secrétaire.

Au moins 15 jours avant la date prévue pour la tenue de l'audience du comité mentionnée dans l'avis »

Le comité de révision siègera, **le mercredi 11 octobre 2017 à 9 h** dans la salle municipale de la Municipalité rurale de Ritchot.

Fait au village de Saint-Adolphe, Manitoba le 25 juillet 2017.

Mitch Duval, Directeur
Municipalité rurale de Ritchot
352, rue Main
Saint-Adolphe (Manitoba) R5A 1B9

*** NOTEZ BIEN : TOUTES APPLICATIONS DOIVENT ÊTRE REÇUES AU BUREAU DE LA MUNICIPALITÉ AVANT 16 H 30, LE 25 SEPTEMBRE 2017.**





APPEL DE CANDIDATURES

Adjoint administratif ou adjointe administrative au Registrariat

Responsabilités :

- Assurer le service auprès de la population étudiante, du corps professoral, du personnel et du public.
- Effectuer le suivi des dossiers étudiants.
- Maintenir le système de classement et les procédures d'archivage.
- Effectuer l'entrée de données pour l'admission et l'inscription des étudiantes et des étudiants.
- Offrir un appui dans divers dossiers tels que les bourses, les examens et les collations des grades.

Qualifications recherchées :

- Formation en gestion de bureau ou l'équivalent en expérience.
- Bonne connaissance du français et de l'anglais, parlé et écrit.
- Aptitude à travailler avec des bases de données.
- Connaissance des applications Microsoft Office.
- Avoir un bon sens de l'organisation.
- Avoir de l'entregent et un esprit d'équipe.
- Pouvoir traiter avec un public varié.

Rémunération : selon la convention collective

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le lundi 18 septembre 2017 à :

Athalie Arnal, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210, poste 401 Télécopieur : 204-237-3099
aarnal@ustboniface.ca ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.



OFFRE D'EMPLOI
À TEMPS PARTIEL

RÉCEPTIONNISTE

Infojustice Manitoba est à la recherche d'une personne dynamique pour assumer le poste de réceptionniste, environ 10 h à 15 h/semaine.

Dans le cadre de ses tâches, le ou la candidat(e) recherché(e) devra accueillir les clients, répondre aux appels et effectuer des tâches administratives.

Compétences recherchées :

- une expérience en service à la clientèle ;
- des bonnes compétences en informatique (base de données, MS Office Suite) ;
- une maîtrise du français et de l'anglais, parlé et écrit ;
- un excellent jugement et souci du détail ;
- une capacité de travailler avec un minimum de supervision.

Entrée en fonction : octobre 2017
Salaire : selon l'échelle établie par l'organisme

Les personnes intéressées peuvent poser leur candidature en faisant parvenir leur curriculum vitae détaillé, accompagné d'une lettre de présentation au plus tard le 22 septembre 2017, à :

Caroline Pellerin, directrice
Infojustice Manitoba
614, rue Des Meurons, pièce 250
Winnipeg (Manitoba) R2H 2P9
cpellerin@sfm.mb.ca

Seules les demandes rédigées en français seront considérées.
Seules les personnes sélectionnées pour une entrevue seront contactées.







APPEL DE CANDIDATURES

Professeure régulière ou professeur régulier au programme **BACCALAURÉAT EN SCIENCES INFIRMIÈRES** (peut mener à la permanence)

Description du poste :
La candidate ou le candidat choisi sera appelé, entre autres, à développer et poursuivre un programme de recherche, à enseigner des cours en salle de classe et au laboratoire.

Qualifications :

- Détentrice ou détenteur d'un doctorat en sciences infirmières ou dans une autre discipline pertinente (ou doctorante ou doctorant en voie d'obtention d'un doctorat), ou toute combinaison de formation et d'expérience jugée équivalente;
- Membre en règle de l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba ou y être admissible;
- Aptitude à l'enseignement et à la recherche;
- Expériences cliniques variées;
- Capacité de travailler en équipe;
- Esprit d'initiative et d'autonomie;
- Excellentes habiletés de communication interpersonnelle;
- Excellente connaissance du français et de l'anglais à l'écrit et à l'oral;
- Aptitude à apprendre à utiliser des logiciels spécialisés.

Entrée en fonction : le lundi 4 décembre 2017

Une liste d'admissibilité pourrait être établie pour pourvoir à des postes semblables.

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 15 septembre 2017 à :

Madeleine Baril, doyenne par intérim
École des sciences infirmières et des études de la santé
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204 237-1818, poste 700
Télécopieur : 204 233-2918 mbaril@ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.



Santé en français est à la recherche de candidats et candidates pour le poste suivant :

Coordonnateur ou coordonnatrice de la formation et des communications
Poste à temps plein

Responsabilités générales :

- coordonner le volet de formation linguistique et le volet d'évaluation des compétences linguistiques en travaillant avec différents partenaires, dont les offices régionaux de la santé du Manitoba, les agences de services sociaux et les établissements désignés bilingues;
- coordonner des ateliers de formation et élaborer de nouvelles initiatives;
- mettre en œuvre le plan de communication de *Santé en français* dont la gestion de la publicité et la promotion, les relations avec les médias;
- assurer une présence dynamique de *Santé en français* dans les médias sociaux;
- coordonner divers projets ponctuels;
- préparer et gérer un budget;
- rechercher et analyser la documentation en lien avec les fonctions;
- fournir un appui à la direction générale sur différents dossiers.

Compétences recherchées :

- diplôme universitaire ou une expérience connexe équivalente;
- minimum de cinq (5) ans d'expérience de travail en coordination de projets, en promotion d'activités et en relations publiques;
- capacité démarquée de planification et d'organisation;
- preuve d'autonomie dans l'élaboration et la mise en œuvre d'idées, de plans d'action et de stratégies;
- excellentes relations interpersonnelles;
- très bonne connaissance du français et de l'anglais, tant à l'oral qu'à l'écrit;
- connaissance de la communauté francophone, du milieu de la santé et des services sociaux du Manitoba;
- compétences en informatique, incluant le progiciel Microsoft Office et les médias sociaux;
- une expérience de travail dans le secteur de la santé ou des services sociaux est un atout.

Salaire compétitif et avantages sociaux.

Les personnes intéressées peuvent postuler par écrit en faisant parvenir leur curriculum vitæ détaillé accompagné d'une lettre de présentation **d'ici le 20 septembre 2017 à midi**, à l'attention de :

Mme Annie Bédard
Directrice générale
Santé en français
400, avenue Taché, pièce 400
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3C3
abedard2@santeenfrancais.com

Nous vous remercions de votre intérêt et désirons vous aviser que nous n'entrerons en communication qu'avec les candidates ou les candidats sélectionnés pour une entrevue.

COLLES ET BRICOLES - RÉPONSE

Amarante a un talent **notoire** pour **gâcher** ou **gâter** les belles fêtes!

Le terme *notable* signifie digne *d'être noté*, *remarquable*, tandis que *notoire* signifie *qui est connu d'un grand nombre de personnes*.

Pour ce qui est de *ruiner*, il a un sens un peu trop fort pour la phrase ici, puisqu'il signifie *détruire*, *entrainer la perte de*.



Changer les choses, un dollar à la fois

Mariah Fehr, maintenant âgée de 18 ans, a passé les trois premiers mois de sa vie à l'Unité néonatale de soins intensifs (UNSI) de l'Hôpital Saint Boniface. Ses parents, Bonny et Bob, ont toujours fait preuve d'ouverture concernant leur expérience à l'Hôpital Saint-Boniface. Alors, quand Mariah a cherché un projet à faire pour l'école, Bonny lui a suggéré de lever des fonds pour l'UNSI.

« Quand Mariah est née, raconte Bonny Fehr, mon expérience à l'hôpital a été vraiment bien. L'histoire de notre fille a touché beaucoup de gens et tout le monde priait pour elle. Les infirmières ont été formidables; elles travaillent si fort pour ces bébés. Il n'y a pas assez de mots pour dire combien nous les apprécions. »

Le but de Mariah était de faire quelque chose d'utile, ce qui a mené au projet Loonies for Love en 2016. Elle a amassé 175 $ pour l'UNSI en faisant des marches autour de l'école durant ses temps libres, et en expliquant à ses pairs le travail à l'UNSI. Les montants que Mariah a recueillis ont servi à aider des mères d'enfants hospitalisés à l'UNSI en leur fournissant des pantoufles et des couvertures pour leur bébé. Les Fehr ont été si émus de la différence que leur fille faisait pour les nourrissons de l'Unité qu'ils ont décidé de faire de Loonies for Love une campagne annuelle de financement en appui aux familles de l'UNSI. Mariah continuera de soutenir Loonies for Love et espère recueillir plus de dons à l'avenir.

Pour verser un don dans le cadre de la campagne Loonies for Love en soutien au fonds pour l'UNSI, composez le 204 237 2067 ou communiquez par courriel à info@stbhf.org.





CHRONIQUE RELIGIEUSE

MONIQUE COUTURE

Gustav la grenouille

Il était une fois une grenouille nommée Gustav. Depuis longtemps, elle habitait à la porte du bureau de sa maîtresse, Florence. Elle aimait bien sa vie et elle était heureuse, même si ce n'était pas la vie normale d'une grenouille. Beaucoup la visitaient. Elle se sentait bien de pouvoir soulager et détendre le personnel soignant.

Voyez-vous, Gustav habite sur le bord de la fenêtre du bureau d'une infirmière. Elle pend bien confortablement, grâce aux ventouses de ses pattes. On apprend à connaître le petit amphibien et on le promène. Un jour il pend à la poignée de porte, le lendemain il se trouve l'autre côté du couloir. Cette grenouille est toujours présente, et toujours silencieuse.

Un jour, cependant, Florence se dirige vers son bureau et n'aperçoit pas Gustav. Elle jette un coup d'œil dans le couloir, puis sur sa porte, mais pas de grenouille. Où était-elle donc allée? S'était-elle sauvée? Florence se mit à interroger les infirmières, les techniciens et les médecins mais personne ne l'avait aperçue. Elle espérait qu'elle ne s'était pas rendue dans le laboratoire de l'hôpital. Pas une bonne place pour une grenouille! Elle ne voulait certainement pas que sa petite amie devienne l'objet d'une expérience scientifique.

Des jours passent, puis des semaines et aucun signe de sa chère grenouille. Florence s'était convaincue qu'elle ne reverrait probablement jamais Gustav. Elle se dit que quelqu'un en avait davantage besoin qu'elle et son équipe. L'absence de son amphibien avait laissé un gros vide. Elle ne faisait pas beaucoup de bruit mais on savait qu'elle était toujours présente dans la fenêtre de Florence. On pouvait toujours la visiter – c'était un objet de conversation.

De son côté, Gustav la grenouille était partie en vacances. Les amis de Florence avaient décidé que Gustav voulait voir le monde; alors, elle s'est promenée dans les valises de plusieurs. Elle s'amusait à visiter la planète : de l'Angleterre aux Philippines, de Las Vegas à Vancouver, de la Barbade à Bird's Hill. Elle se promena même à Time Square à New York! Gustav a fait du ski nautique, de l'équitation, a bu de la bière, s'est bronzée au soleil. Elle vivait plein de nouvelles expériences intéressantes.

Aussi rapidement qu'elle avait disparu, la grenouille est un jour réapparue sur le pupitre de Florence, accompagnée d'un album photos de ses aventures. Gustav n'avait peut-être pas été visible pendant son absence mais elle était bien présente dans l'esprit de Florence. Cet amphibien s'était fait une place dans la vie de plusieurs durant ses voyages. Invisible chez l'un et visible chez l'autre – mais toujours dans leurs pensées!

Dieu n'est-il pas comme Gustav la grenouille? Nous lui parlons dans la prière tout le temps, et nous prenons pour acquis sa présence dans nos vies. Dans les temps difficiles nous doutons parfois de son existence, nous pensons qu'il nous a abandonné ou même oublié. Ce sont dans ces temps difficiles que nous devons chercher ailleurs. Il est toujours là mais peut-être pas où nous pensions le trouver. Dieu est partout (parmi nous) même si on ne s'en rend pas toujours compte. Parfois il semble invisible à nos yeux mais il est là chez les gens que nous rencontrons, que nous aimons. Il est présent dans le chant des oiseaux, dans la brise légère, dans les gouttes de pluie. Comme Gustav la grenouille, Dieu est toujours présent dans notre quotidien même si nous ne le voyons pas toujours... il s'agit de le découvrir, d'être ouvert, d'aller à sa rencontre.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

RED MOON ROAD EN CONCERT-BÉNÉFICE À SAINT-LUPICIN

S'unir pour préserver un trésor historique

L'invitation est lancée pour le 4e concert-bénéfice annuel de Saint-Lupicin, qui se déroulera le 24 septembre 2017. Ce petit village recevra en spectacle intime dans son église le groupe Red Moon Road, chargé d'une mission très importante : préserver l'église et le cimetière du village, lieu historique de la région. (1)


Morgane LEMÉE
presse5@la-liberte.mb.ca

Ses chemins pittoresques, sa vallée et ses couleurs originales font le charme de ce petit village. Saint-Lupicin se fait discret dans le Sud-Ouest du Manitoba, avec sa douzaine de demeures. Pourtant, on y trouve un sacré bout d'histoire : son église, construite en 1939.

Depuis 2014, le village et ses habitants profitent de l'authentique acoustique de cette église lors d'un concert dominical, dans le but d'entretenir et conserver ce lieu historique. Cette année, l'évènement mettra en vedette Red Moon Road.

Le groupe manitobain animera la journée entre musique, histoires et nouvelles chansons. Daniel Péloquin-Hopfner, chanteur et musicien du groupe, originaire de Sainte-Rose du Lac, comprend l'importance de participer à l'épanouissement de ces communautés plus reculées.

« Malgré la distance, cet esprit de communauté nous rassemble. On partage les mêmes problèmes et les mêmes joies. Ça me tient beaucoup à cœur, car j'ai eu le même vécu. »

La situation est plus que précaire pour ce lieu historique. L'église n'est plus chauffée et souffre un peu de l'âge, comme l'explique Stéphane Lesage, président du comité historique de Saint-Lupicin. « On a déjà dû faire de grandes rénovations extérieures, autant sur la fondation que la peinture et les fenêtres.

Nous avons aussi réparé les dégâts faits par l'eau. Mais il reste encore beaucoup de travail. Tout le monde met la main à la pâte pour s'occuper de l'entretien et garder le site en bon état. »

Pour le comité historique de Saint-Lupicin, cette église est très précieuse. Pour une raison bien particulière. Car, en plus d'avoir à cœur la préservation de ce lieu symbolique, il en est le véritable propriétaire depuis une vingtaine d'années. « C'est une drôle d'histoire, comment cela s'est déroulé. Pour résumer, le diocèse de Saint-Boniface à l'époque avait du mal à s'en sortir avec tous les frais de rénovations. Le comité a alors proposé de racheter l'église, pour une petite somme. C'est comme si la communauté était elle-même propriétaire. »

Le comité historique de Saint-Lupicin sauve ainsi son église. Grâce aux dons (déduits d'impôts) et aux aides du gouvernement, les membres du comité ont su avancer jusque-là.



photo : Gracieuseté Comité historique de Saint-Lupicin

Un cliché de l'église de Saint-Lupicin lors de ses dernières rénovations, en septembre 2017. Grâce à son concert-bénéfice annuel, le comité historique de Saint-Lupicin reste optimiste quant à la finition de ces travaux.

Mais cela ne suffit pas. Ce concert-bénéfice est crucial pour la survie de ce site historique. « Les aides financières deviennent de plus en plus difficiles à obtenir. Les habitants de la région nous aident, mais il va falloir trouver d'autres fonds pour continuer les rénovations intérieures. »

Bien que le lieu cède parfois aux dommages du temps et des éléments, il est hors de question de l'abandonner. Au contraire, tant qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. Et de la vie, il y en a à Saint-Lupicin. « On loue l'église et ses lieux pour toute occasion. Mariage, baptême, funérailles, ou autre. En tant que propriétaires, nous n'avons aucun critère religieux pour accueillir des évènements. »

(1) Le spectacle se déroulera le dimanche 24 septembre à 14 h. Portes ouvertes à 13 h 30. Prix adultes : 25 $ (vin et fromage compris). Prix jeunes : 10 $. Pour réservations et renseignements, contacter Stéphane Lesage : (204) 744-2552 / (204) 723-0106.

À VOTRE SERVICE